

Guide d'appui à l'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées

Mars 2010

Présentation du Guide

Par la circulaire du 28 janvier 2010, M. Eric Besson, ministre en charge de l'intégration, a relancé les programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI).

Les préfets de région ont été invités à élaborer et à mettre en œuvre un PRIPI pour la période 2010-2012.

Il était nécessaire de compléter cette circulaire d'orientation par un guide méthodologique destiné à accompagner les services dans l'élaboration de ce document.

Ce guide a été réalisé par la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC) avec le concours d'un groupe de travail comprenant des responsables locaux (préfets délégués à l'égalité des chances, DRJSCS et DDCS), l'OFII et des centres-ressources pour l'intégration.

Vous y trouverez, dans une première partie, des données générales relatives à la politique d'intégration, aux cadres institutionnel et juridique dans lesquels s'inscrivent les PRIPI ainsi qu'à l'évaluation des PRIPI 2004-2007 réalisée par le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC).

La seconde partie du guide comprend un *vade-mecum* pour l'élaboration du PRIPI, et fournit des informations sur les financements et le programme budgétaire 104 « intégration et accès à la nationalité » du ministère. Elle est constituée de fiches pratiques qui s'efforcent de répondre aux questions que vous pourriez être amenés à vous poser lors de la conception et du suivi du programme. Elle prend appui sur une analyse comparée des PRIPI mis en place lors de l'exercice triennal précédent, sur l'évaluation du CREDOC ainsi que sur les échanges du groupe de travail réuni de novembre à décembre 2009. Ces fiches suggèrent une méthode de travail, tout en s'interdisant un cadre trop contraignant.

La troisième partie regroupe un ensemble de fiches thématiques, qui tient compte des priorités et des publics visés par la politique d'intégration : l'accueil, l'emploi, le logement, la culture et la mémoire de l'immigration, les femmes immigrées, les immigrés âgés et la parentalité. Le contenu de ces fiches répond à des attentes différentes : certaines décrivent les dispositifs existants, telles que les fiches relatives à l'accueil. D'autres présentent un aperçu de problématique, détaillent les priorités d'action du ministère et listent les ressources et contacts utiles. Dans cette dernière rubrique, figurent les associations subventionnées par la DAIC, les institutions, entreprises et agences partenaires ainsi que les organismes avec lesquels le ministère a conclu des conventions-cadres (ces références ne sont pas exhaustives). Le dernier type de fiches, comme celles sur la thématique de l'emploi, propose également des pistes d'actions.

Ce guide sera réactualisé de façon régulière.

Je souhaite qu'il réponde aux besoins de tous.

Michel AUBOUIN

Remerciements

La DAIC tient à remercier les membres du groupe de travail sur la circulaire PRIPI qui ont contribué au contenu de ce guide : Claude Morel, préfet à l'égalité des chances de Seine-Saint-Denis, M. Franck-Olivier Lachaud, secrétaire général de la préfecture d'Ille et Vilaine, Mme Chantal Castelnot, secrétaire générale pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Lorraine, M. Henry Dardel, directeur délégué à la cohésion sociale et l'égalité des chances de la DRJSCS PACA, Mme Dominique Vervin, Inspectrice Hors Classe de l'ASS à la DRJSCS de Midi-Pyrénées, M. Frédéric Viel, directeur de l'accueil et de l'intégration de l'OFII, M. Luc Paraire, directeur de la DDASS des Yvelines, M. Jean Chevalier, directeur de la réglementation et des libertés publiques de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et Mme Murielle Maffessoli, directrice de l'ORIV (Centre de ressources intégration).

Sommaire

Partie I – Le contexte national et européen.....page 6

- Fiche I-1 Les évolutions récentes et les acteurs de la politique d'intégration en France
En encadré : Prix de l'intégration et prix du soutien à l'intégration
- Fiche I-2 L'Union européenne et l'intégration
En encadré : Principes de base communs pour une politique d'intégration des immigrants dans l'Union européenne
- Fiche I-3 Le cadre institutionnel et juridique des PRIPI : les grandes étapes
- Fiche I-4 L'évaluation des PRIPI par le CREDOC

Partie II – La démarche PRIPIpage 17

1. Les étapespage 18

- Fiche II-1-1 Piloter le PRIPI
Schéma : le pilotage
- Fiche II-1-2 Animer le PRIPI
- Fiche II-1-3 Établir un diagnostic
- Fiche II-1-4 Définir les priorités, élaborer la programmation pluriannuelle et produire un bilan annuel des actions
- Fiche II-1-5 Présenter le PRIPI
Schéma : les étapes du PRIPI

2. Le financementpage 28

- Fiche II-2-1 Financer les actions d'intégration : la mobilisation des financements
- Fiche II-2-2 Financer les actions d'intégration : le Fonds européen d'intégration (FEI)

3. Les ressourcespage 32

- Fiche II-3-1 S'appuyer sur les centres de ressources et les réseaux
- Fiche II-3-2 Les Agents de développement local pour l'intégration ADLI : des professionnels pour appuyer les plans départementaux d'intégration
- Fiche II-3-3 L'enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA)

Partie III – Les thématiques et les publicspage 38

1. L'accueilpage 39

- Fiche III-1-1 Accueillir, informer et former les primo-arrivants : l'OFII
- Fiche III-1-2 Accueillir les primo-arrivants : le contrat d'accueil et d'intégration (CAI)

- Fiche III-1-3 Accueillir les familles : le CAI pour la famille
- Fiche III-1-4 Promouvoir l'apprentissage de la langue française dans le cadre du CAI et hors CAI
- Fiche III-1-5 Promouvoir l'apprentissage de la langue française au travers des ateliers sociaux linguistiques (ASL)
- Fiche III-1-6 Promouvoir l'apprentissage de la langue française à visée professionnelle
- Fiche III-1-7 Accompagner les signataires du CAI vers l'emploi : le bilan de compétences professionnelles

2. L'emploipage 50

- Fiche III-2-1 Favoriser l'accès rapide à l'emploi des signataires du CAI
- Fiche III-2-2 Mobiliser le service public de l'emploi pour l'insertion professionnelle des primo-arrivants et des immigrés
- Fiche III-2-3 Promouvoir la diversité dans le recrutement et les carrières
- Fiche III-2-4 Encourager la création d'activités par les immigrés

3. Le logementpage 60

- Fiche III-3-1 Préparer le traitement d'un foyer de travailleurs migrants par un diagnostic social (maîtrise d'œuvre urbaine et sociale)
- Fiche III-3-2 Répondre aux besoins de résidents de foyers de travailleurs migrants (FTM) ou des résidences sociales (RS) issues de FTM

4. La culture et la mémoire de l'immigrationpage 62

- Fiche III-4-1 Valoriser la culture et la mémoire de l'immigration
- Fiche III-4-2 Faire connaître l'histoire de l'immigration : la cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) et son réseau

5. Les publics prioritairespage 65

- Fiche III-5-1 Accompagner l'intégration des femmes étrangères et immigrées
- Fiche III-5-2 Faciliter l'accès aux droits des immigrés âgés
- Fiche III-5-3 Accompagner les parents étrangers et immigrés
- Fiche III-5-3-1 La convention-cadre « pour favoriser la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances pour les jeunes immigrés ou issus de l'immigration »
- Fiche III-5-3-2 L'opération « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration »

Annexespage 74

- Circulaire du 28 janvier 2010 relative aux PRIPI et annexe
- Organigramme de la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC)
- Tableau récapitulatif du dispositif ADLI par région



PARTIE I

Le contexte national et européen

Fiche I-1

Les évolutions récentes et les acteurs de la politique d'intégration en France

« L'intégration n'est pas l'assimilation ou l'insertion, mais la participation de tous, et non seulement des Français issus de l'immigration, à l'espace public de la communauté nationale. »

« Intégrer, au sens contemporain du terme, c'est permettre à un individu d'acquérir ou de retrouver une capacité à se considérer comme membre d'un groupe. Intégrer, c'est sémantiquement et politiquement le contraire de « séparer »¹. »

Cinq millions d'immigrés environ vivent en France (soit 8,1% de la population française) dont 3,5 millions² sont des étrangers³. Près de 200 000 étrangers s'installent en France chaque année pour des raisons professionnelles, familiales ou humanitaires.

L'intégration harmonieuse de populations issues de pays et de cultures multiples est un objectif important pour le pays, ainsi qu'une richesse. Elle dépend d'une installation et d'une insertion professionnelle et sociale qui s'effectuent dans de bonnes conditions.

La politique d'intégration est en mesure aujourd'hui de s'appuyer sur plusieurs dispositifs, dont, notamment, le contrat d'accueil et d'intégration généralisé à tous les primo-arrivants, l'opération « ouvrir l'école aux parents », le « label diversité », les accords avec les branches professionnelles et les acteurs du monde économique, le réseau des agents de développement local pour l'intégration ainsi que les prix de l'intégration et de soutien à l'intégration (cf. encadré infra et fiches thématiques).

Elle est mise en œuvre par l'**Office français d'immigration et d'intégration (OFII)**, établissement créé en 2009, successeur de l'OMI et de l'ANAEM, qui est un opérateur fort de ses 29 directions territoriales et 12 délégations en métropole et dans les DOM-TOM.

La politique d'intégration est territorialisée grâce aux programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées qui déploient des actions adaptées à la situation locale dans tous les domaines porteurs d'intégration.

Entre 130 000 et 165 000 ressortissants étrangers obtiennent la nationalité française chaque année⁴. Ce chiffre montre que la majeure partie des personnes étrangères résidant en France ont vocation à devenir françaises et que la naturalisation est l'aboutissement naturel du processus d'intégration.

¹ HCI, *Rapport sur le Bilan de la politique d'intégration 2002-2005*, Paris, La Documentation française, 2006, p 7 et 18.

² Chiffres de l'INSEE. *Infos Migrations*, n°10, octobre 2009 – www.immigration.gouv.fr (Onglet « Ressources » / « Études et statistiques » / « Publications »)

³ Selon le HCI, une personne immigrée est une personne qui est née étrangère à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable. Elle a pu, au cours de son séjour en France, acquérir la nationalité française. En 2006, l'INSEE recensait environ 2 millions de personnes de nationalité française qui avaient immigré.

⁴ Ces chiffres couvrent plusieurs cas de figure. Pour l'année 2008 par exemple, il y a eu 137 452 acquisitions de nationalité, dont 84 323 naturalisations par décret (étrangers ayant au moins 5 ans de séjour en France et sous condition d'assimilation), 7 595 réintégrations par décret (étrangers qui recouvrent leur nationalité française) et 43 199 acquisitions par déclaration (conjoint de Français, mineurs entre 13 et 18 ans nés en France et y ayant résidé, et enfant mineur étranger d'un conjoint de Français ayant acquis la nationalité) et 2 335 acquisitions sans formalité (jeunes majeurs nés en France et y ayant résidé 5 ans depuis l'âge de 11 ans).

■ Bref rappel historique

En 1989, a été institué un **Haut Conseil à l'Intégration (HCI)** dont l'existence a été pérennisée lors d'un comité interministériel pour l'intégration ultérieure. Le HCI, dont le rôle est consultatif, a rendu plusieurs rapports sur la politique d'intégration, les valeurs et les symboles de la République et la laïcité. Il a proposé des définitions pour les termes de l'intégration, et a mis en exergue l'idée d'obligations réciproques entre l'étranger et la société d'accueil.

Les réunions du **Comité interministériel pour l'intégration (CII)** de 2003 et 2006 ont élaboré plus concrètement les outils d'un parcours individuel d'intégration, en créant le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) puis en le généralisant.

Les évolutions législatives du 26 novembre 2003 et du 24 juillet 2006 relatives à l'immigration ont lié le droit du séjour à l'intégration des personnes étrangères, en soumettant la délivrance et le renouvellement de certains titres à la condition de « *l'intégration républicaine de l'étranger dans la société française* ». Cette condition est appréciée en particulier au regard de sa connaissance suffisante de la langue française et des valeurs qui fondent la République.

La loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale prévoit, elle, que la signature du contrat d'accueil et d'intégration est un élément d'appréciation de l'intégration républicaine de l'étranger dans la société française. Ce contrat a été ensuite renforcé et rendu obligatoire pour tous les primo-arrivants par la loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration.

De même, la loi du 26 novembre 2003 a ajouté à la connaissance suffisante de la langue française, la condition de la connaissance des droits et devoirs conférés par la nationalité française, pour pouvoir prétendre à la naturalisation prévue à l'article 21-24 du code civil. En 2006, le législateur a requis une solennité accrue dans la procédure d'accueil dans la citoyenneté française par la création de cérémonies locales.

Ces dispositions législatives constituent le socle de la politique d'intégration fondée sur les principes suivants :

- l'intégration est un processus qui se prépare dès le pays d'origine et se prolonge dans les années qui suivent l'arrivée sur le territoire national ;
- elle nécessite un engagement réciproque du pays d'accueil et du migrant, qui s'exprime dans le contrat d'accueil et d'intégration et, pour les bénéficiaires du regroupement familial, dans le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille ;
- elle s'organise dans le cadre d'un parcours d'intégration qui est conforté par l'obtention d'une carte de résident (10 ans) et peut se conclure par l'accès à la nationalité française.

■ Les orientations de la nouvelle politique d'intégration

Par sa **circulaire du 7 janvier 2009**, le ministre en charge de l'intégration a détaillé ses quatre priorités :

- l'apprentissage du français,
- la connaissance des valeurs de la république et le développement d'actions portant sur l'accès à la citoyenneté,
- l'accès à l'emploi et le soutien à la création d'activités ainsi que la promotion de la diversité dans les entreprises,
- l'accès à un logement de droit commun par des actions d'accompagnement et l'amélioration des conditions de vie et de logement des migrants vivant en logement foyer.

Elle porte plus particulièrement sur certains publics :

- les primo-arrivants en situation régulière, pendant les cinq premières années suivant leur arrivée en France,
- les personnes confrontées à des problèmes spécifiques, tels que les femmes, les immigrés âgés ou encore les étrangers dont la naturalisation a été reportée pour insuffisance de connaissance linguistique.

Les actions d'intégration sont concentrées sur les cinq premières années de séjour.

Les actions financées par le programme 104 concernent tous les étrangers en situation régulière, quel que soit leur statut, à l'exclusion des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne. La politique d'intégration recentrée sur les primo-arrivants s'inscrit dans le cadre des engagements pris au niveau européen et de la révision générale des politiques publiques.

■ La politique d'intégration et les autres politiques publiques

Au vu de ces évolutions, il convient de distinguer la politique d'intégration et la politique de la ville :

- la première concerne les étrangers, particulièrement les primo-arrivants, quel que soit leur lieu de résidence ;
- la seconde est ciblée sur une géographie prioritaire et se développe notamment dans le cadre de « contrat urbain de cohésion sociale » (CUCS).

Toutefois, dans la mesure où environ 20% des étrangers habitent dans les quartiers relevant de la géographie prioritaire (notamment des CUCS), une bonne complémentarité entre ces deux politiques est donc nécessaire.

De même, la politique d'intégration n'est pas assimilée à la politique de lutte contre les discriminations. Cette dernière concerne l'ensemble de la population (française ou étrangère) et est financée par le programme 147 géré par l'ACSé et délégué aux préfets.

Cependant, les populations étrangères et immigrées en sont également bénéficiaires (dans la mesure où ils peuvent faire l'objet de discriminations) et ce programme contribue à l'intégration.

D'autres politiques publiques ont des effets bénéfiques dans le cadre du processus d'intégration des étrangers et de leurs familles, notamment celles intervenant dans les champs de l'éducation, de l'emploi, de la santé, de la culture, ainsi que toutes les mesures visant un meilleur accès aux droits.

Le Prix de l'intégration et le Prix du soutien à l'intégration

Afin de promouvoir les réussites en matière d'intégration des immigrés au sein de la société française et de valoriser les actions d'accompagnement et de soutien des parcours d'intégration, le ministre a créé, par arrêté du 16 juin 2008, le prix de l'intégration et le prix du soutien à l'intégration. Ces prix font l'objet d'une dotation financière.

Le prix de l'intégration est décerné à des personnes physiques pour l'exemplarité de leur parcours d'intégration quel qu'en soit le champ (économique, social, culturel, civique, sportif, etc.).

Le prix du soutien à l'intégration récompense des personnes physiques ou morales qui se sont illustrées pour accompagner, soutenir et favoriser la réussite de parcours d'intégration.

Il revient aux préfets de formuler des propositions au titre de ces deux catégories à la DAIC. Les dossiers sont examinés par un comité de présélection puis finalement sélectionné par un jury national.

Le 10 février 2010, le ministre a remis aux dix lauréats sélectionnés les prix au titre de 2009.

La troisième édition du Prix de l'intégration et du Prix du soutien à l'intégration sera lancée par le biais d'une circulaire, en septembre 2010.

Fiche I-2

L'Union européenne et l'intégration

La politique d'intégration s'inscrit dans le cadre des orientations définies par l'Europe à 27. Bien que ces politiques demeurent de la compétence nationale, les Etats membres de l'Union européenne se réfèrent dans le domaine de l'intégration et, notamment depuis la première conférence ministérielle organisée en 2004 sous présidence néerlandaise, à des principes de base communs. Au nombre de 11, ils manifestent la volonté des Etats membres de donner un cadre commun à leur action et de faire converger leurs politiques d'intégration.

Depuis 2004, deux autres conférences ministérielles sous présidence allemande (Potsdam 2007) et française (Vichy 2008) ont prolongé ces engagements donnant au champ de l'intégration un nouvel élan. Cela se traduit aujourd'hui par l'organisation d'instances de réflexion communes ainsi que la création d'outils destinés à renforcer l'intégration des ressortissants des pays tiers à l'Union européenne :

- une instance d'échanges : le Réseau des Points de Contact Nationaux Intégration réunit régulièrement des représentants de chaque Etat membre de l'Union européenne sous la présidence de la Commission européenne ;
- un site web lancé en avril 2009 : il s'agit de l'outil de communication de l'Union européenne sur l'intégration devant favoriser à la fois l'information et les échanges de bonnes pratiques. Le lien www.ec.europa.eu vous permettra d'accéder à la plateforme de discussion et contribuer à l'enrichir des actions que vous développez avec vos partenaires locaux ;
- le Forum européen sur l'intégration : également lancé en avril 2009 conjointement par la Commission européenne et du Conseil économique et social, il permet d'associer la société civile aux questions relatives à l'intégration et lui offre un forum de discussion ;
- le Fonds européen d'intégration : outil financier créé en 2007, il permet de financer des actions destinées à promouvoir l'intégration des ressortissants des pays tiers (cf. fiche FEI) ;
- les indicateurs d'intégration : issus de travaux des Etats membres, sous l'égide de la Commission européenne, des indicateurs d'intégration seront proposés prochainement à la validation des ministres de l'Union européenne. Ils répondent à la nécessité d'apprécier l'intégration des ressortissants des pays tiers dans les sociétés d'accueil ;
- un manuel destiné aux praticiens de l'intégration : élaboré par la Commission européenne avec les Etats membres, la 3^{ème} édition de ce manuel sera disponible au printemps 2010.

Par ailleurs, deux autres engagements devraient favoriser une vision commune de l'intégration :

- le Traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'Union européenne qui permet l'intervention du Parlement européen et du Conseil dans le champ de l'intégration, à l'exclusion cependant de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres ;
- le programme de Stockholm qui dresse notamment dans le champ de l'intégration les principales orientations pour les 5 ans à venir.

La 4^{ème} conférence ministérielle réunira les 15 et 16 avril prochains à Saragosse l'ensemble des ministres en charge de l'intégration de l'Union européenne. La présidence espagnole, qui a fait de l'intégration une de ses priorités, entend donner une tonalité forte à cette conférence : elle doit mettre l'accent sur le lien à privilégier entre éducation et l'emploi, l'implication des différents échelons, du local au national, ainsi que sur l'évaluation des politiques d'intégration.

Les Principes de base communs pour une politique d'intégration des immigrants dans l'Union européenne

Conseil de l'Union européenne « Justice et affaires intérieures »,
Bruxelles, 19 novembre 2004

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE ET LES REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ETATS MEMBRES posent les principes de base communs ci-après pour une politique d'intégration des immigrants dans l'Union européenne, lesquels seront expliqués un par un à l'annexe :

1. L'intégration est un processus dynamique à double sens d'acceptation mutuelle de la part de tous les immigrants et résidents des Etats membres.
2. L'intégration implique le respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne.
3. L'emploi est une composante clé du processus d'intégration et il est essentiel pour assurer la participation des immigrants, pour favoriser la contribution qu'ils apportent à la société d'accueil et pour rendre cette contribution visible.
4. Une connaissance de base de la langue, de l'histoire et des institutions de la société d'accueil est un élément indispensable de l'intégration; il est essentiel de donner aux immigrants la possibilité d'acquérir cette connaissance de base pour réussir l'intégration.
5. Il est crucial de consentir des efforts dans le domaine de l'enseignement afin de permettre aux immigrants, notamment leurs descendants, de mieux réussir et de participer plus activement à la société.
6. La possibilité pour les immigrants d'avoir accès aux institutions, ainsi qu'aux biens et services publics et privés, sur un pied d'égalité avec les citoyens nationaux et d'une manière non discriminatoire, est un fondement essentiel d'une meilleure intégration.
7. Les échanges fréquents entre immigrants et citoyens des Etats membres sont un mécanisme fondamental de l'intégration. L'organisation de forums communs, d'un dialogue interculturel, de cours sur les immigrants et leurs cultures, ainsi que l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain favorisent les échanges entre immigrants et citoyens des Etats membres.
8. La pratique de cultures et de religions différentes est garantie par la Charte des droits fondamentaux et doit être sauvegardée, à moins qu'elle soit contraire à d'autres droits européens inaliénables ou à la loi nationale.
9. La participation des immigrants au processus démocratique et à la formulation des politiques et mesures d'intégration, en particulier au niveau local, favorise leur intégration.
10. L'inclusion des politiques et des mesures en matière d'intégration dans tous les domaines politiques, à tous les niveaux de pouvoir et dans les services publics pertinents est un élément important pour la formation et la mise en œuvre des politiques publiques.
11. La définition d'objectifs, d'indicateurs et de mécanismes d'évaluation clairs est indispensable si l'on veut adapter la politique, évaluer les progrès accomplis en matière d'intégration et rendre plus efficaces les échanges d'informations.

Fiche I-3

Le cadre institutionnel et juridique des PRIPI : les grandes étapes

■ Rappel historique

Les programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI) ont été créés par le décret n° 90-143 du 14 février 1990 qui prévoyait l'établissement tous les ans, par les préfets de région, d'un programme d'insertion des populations immigrées.

Ils ont été relancés par le comité interministériel à l'intégration (CII) réuni le 10 avril 2003. Celui-ci a défini une politique refondée de promotion sociale et professionnelle des personnes immigrées et issues de l'immigration et a décidé 55 mesures impliquant la majeure partie des ministères. Les PRIPI ont été conçus comme l'application territorialisée des mesures arrêtées par ce Comité ainsi qu'en tant que **document de référence de l'action de l'État au niveau régional, en matière d'accueil, d'intégration et de lutte contre les discriminations, dans un cadre pluriannuel de trois ans.**

Les PRIPI ont été généralisés par une circulaire du ministère des affaires sociales n° 2003/537 du 24 novembre 2003. Elle a étendu les plans départementaux d'accueil (PDA) des nouveaux arrivants instaurés dès 1993 et les PRIPI respectivement à tous les départements et à toutes les régions - les PDA constituant le volet « accueil » des PRIPI.

Dès l'origine, les PRIPI ont dû s'inscrire dans une dynamique interministérielle et partenariale, permettant de partager le diagnostic initial et d'identifier les enjeux et priorités. La mise en œuvre opérationnelle du PRIPI a supposé d'impliquer et de mobiliser chaque service de l'État sur des engagements concrets, des objectifs réalistes et évaluable, afin d'éviter que la programmation ne se réduise à un catalogue de « déclarations d'intentions ». Elle a reposé également sur l'association des collectivités territoriales et locales à l'analyse des besoins et à la proposition de réponses adaptées.

■ Une assise législative

La loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005 a donné une base législative au PRIPI. En vertu de cette disposition, insérée à l'Article L117-2 du Code de l'action sociale et des familles, *« sous l'autorité du représentant de l'Etat, il est élaboré dans chaque région et dans la collectivité territoriale de Corse un programme régional d'intégration des populations immigrées. Ce programme détermine l'ensemble des actions concourant à l'accueil des nouveaux immigrants et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes immigrées ou issues de l'immigration. »*

Le CII du 24 avril 2006 a défini de nouveau les priorités de l'Etat autour d'une meilleure articulation entre la politique d'intégration et politique d'immigration et de la mobilisation de tous les acteurs : services de l'Etat, collectivités locales, entreprises... etc. au service de l'intégration.

21 PRIPI ont été réalisés au cours de la période 2004–2007.

■ 2010 : vers une nouvelle génération de PRIPI

A la demande de la DAIC, une évaluation des PRIPI 2004–2007 a été conduite par le CREDOC à partir d'un questionnaire renseigné par toutes les DRASS et une analyse qualitative menée sur quelques régions. Cette étude a mis en lumière les aspects positifs et les difficultés de la mise en œuvre de ces programmes (cf. fiche suivante).

Une nouvelle génération de PRIPI a été lancée en prenant en considération cette évaluation.

La **circulaire du 7 janvier 2009** du ministre en charge de l'intégration a dessiné les grands axes d'une nouvelle politique d'intégration des étrangers en situation régulière et a annoncé la préparation de PRIPI renouvelés.

La **circulaire du 28 janvier 2010** (en annexe) invite à la réalisation de nouveaux PRIPI pour la période **2010–2012**. Elle dispose que ces programmes doivent être l'occasion de donner un nouvel élan à la politique publique d'intégration des migrants et d'y associer de façon plus large tous les acteurs locaux, à partir d'une analyse territorialisée des situations et des besoins. Ils seront financés à titre principal par les crédits déconcentrés du programme 104 délégués aux DRJSCS dans le cadre de BOP régionaux. Ils seront élaborés au cours du premier semestre 2010.

Fiche I-4**L'évaluation des PRIPI par le CREDOC**

Une évaluation externe des PRIPI (2004-2006) a été réalisée par le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC) en 2007. Elle a porté sur les 21 documents de programmation élaborés par les régions et les réponses à un questionnaire conçu par un comité de pilotage réunissant la direction des populations et des migrations du ministère des affaires sociale et des représentants des DRASS et des DR ACSE et soumis aux acteurs locaux. Elle a reposé également sur une enquête de terrain dans cinq régions (Alsace, Basse-Normandie, Midi-Pyrénées, PACA et Rhône-Alpes). Le rapport définitif a été remis à la DAIC en mai 2008. La partie comprenant la synthèse, l'analyse et les préconisations a été communiquée aux DRJSCS en février 2010.

Le rapport évalue en détail plusieurs éléments des PRIPI : l'élaboration du diagnostic, la programmation, le cadrage budgétaire, le pilotage et le partenariat interinstitutionnel, les modalités de suivi et d'évaluation et les appréciations relatives au PRIPI.

■ Les plus-values des PRIPI :

- les PRIPI ont été le lieu de mise en cohérence de la politique d'intégration de l'Etat, d'une émulation régionale et de construction d'une « culture commune » ;
- ils ont donné une meilleure lisibilité des priorités des services déconcentrés de l'Etat et des agences ;
- ils ont fortement mis en avant la politique de prévention et de lutte contre les discriminations perçue comme l'un des piliers de la politique d'intégration.

■ Les limites et les points faibles des PRIPI :

- le défaut de synthèse et de mise en perspective des PDA au sein des PRIPI ;
- l'implication variable des services de l'Etat ;
- la participation insuffisante des collectivités locales ;
- la visibilité réduite de la politique de l'Etat en matière d'accueil et d'intégration du fait de l'absence de suivi et d'évaluation.

■ Les préconisations**1) dans le domaine du pilotage et de l'animation**

- réaffirmer les objectifs et les finalités de la politique nationale d'intégration ;
- maintenir une fonction de pilotage au niveau régional ;
- maintenir le niveau départemental pour la mise en œuvre opérationnelle des programmes d'actions ;
- confirmer l'animation régionale interministérielle sous l'autorité du Préfet de région ;

- dégager les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre de la fonction d'animation ;
- s'appuyer sur un binôme dans lequel la représentation du chef de pôle « cohésion sociale » est assurée ;
- veiller à l'égalité de traitement entre les départements de la région ;
- renforcer la territorialisation de la politique régionale de l'Etat, notamment en développant des liens avec les collectivités territoriales.

2) pour l'élaboration technique des PRIPI

- renforcer **les éléments de diagnostic** et mobiliser les acteurs régionaux à cet effet ;
- inscrire la démarche de diagnostic comme un processus en continu et rendre visibles les résultats ;
- **améliorer la programmation** : la politique régionale d'accueil, d'intégration et de lutte contre les discriminations doit être consignée, dans toutes ses composantes, dans un document cadre stratégique qui pose les lignes de force, validé par les différents acteurs territoriaux et associant les différents partenaires, notamment les collectivités locales.
- établir un meilleur **cadrage budgétaire par les moyens suivants** :
 - estimer les budgets publics mobilisés sur la politique d'accueil et d'intégration ;
 - dégager les moyens humains et financiers pour la réalisation des PRIPI ;
 - opérer le suivi et l'évaluation de la politique régionale d'accueil et d'intégration ;
 - appeler à l'élaboration, avec l'aide d'une expertise extérieure, d'outils d'évaluation et former les acteurs régionaux aux démarches évaluatives ;
 - dégager ou mobiliser des moyens de communication ;
 - déléguer aux Préfets de région des moyens budgétaires pour engager une dynamique d'évaluation globale s'appuyant sur une analyse des conditions de mise en œuvre, une lecture des résultats affichés et une étude de la satisfaction.



PARTIE II

La démarche PRIPI

Fiche II-1-1

Piloter le PRIPI

Sous l'autorité du préfet de région, le pilotage du PRIPI est organisé par le DRJSCS. Il réunit un **comité de pilotage et constitue une équipe projet**.

■ Le comité de pilotage régional

Le comité de pilotage est présidé par un membre du corps préfectoral.

Il pourra regrouper les participants suivants :

- un représentant du rectorat et des autres directions des services déconcentrés de l'Etat (DIRECCTE, DREAL, ARS...),
- les directions départementales interministérielles (à savoir DDCS et DDPP / DDCSPP, DDT) ainsi que les services préfectoraux (SII...),
- les délégués territoriaux de l'OFII,
- un représentant du conseil régional et des représentants d'associations régionales d'élus locaux,
- des représentants des organismes de protection sociale.

D'autres participants peuvent être conviés au comité de pilotage, tels que des associations, des centres ressources, des représentants des syndicats ou des personnalités qualifiées.

Le comité de pilotage a pour fonctions :

- d'organiser le diagnostic ;
- de partager les informations et confronter les points de vue ;
- de dégager les priorités et les orientations sur la période 2010–2012 ;
- de proposer au préfet de région (et aux préfets de département) les départements qui pourraient réaliser un plan départemental d'intégration (PDI) ;
- d'évaluer l'ensemble du programme au niveau régional sur la base des bilans dressés par chaque département ;
- de proposer des évolutions au PRIPI au fur et à mesure des bilans annuels.

■ L'équipe-projet

Une équipe-projet (ou, le cas échéant, un chef de projet) doit être clairement identifiée: elle devra disposer d'une lettre de mission du préfet de région.

Elle mobilise les ressources nécessaires à l'avancement du projet (appui du service des études et statistiques des DRJSCS notamment, DR-INSEE...).

1. Les étapes

Elle est responsable de la conduite de l'ensemble du projet. Elle prépare et anime les réunions du comité de pilotage au cours desquelles elle recueille les propositions de territoires et d'actions qu'elle soumet à validation par le préfet.

Elle rend compte de l'état d'avancement du PRIPI et de sa mise en œuvre au préfet.

Elle organise le suivi de la programmation annuelle par les services impliqués dans le PRIPI.

■ Des groupes de travail thématiques

Il peut être utile de s'appuyer sur **des groupes de travail thématiques**, coordonnés par un des partenaires du PRIPI (par exemple : accès à l'emploi, culture et mémoire, éducation et parentalité, intégration des femmes immigrées, amélioration de l'offre de formation linguistique...).

Ces groupes peuvent être constitués également sur une base territoriale (département, agglomération...).

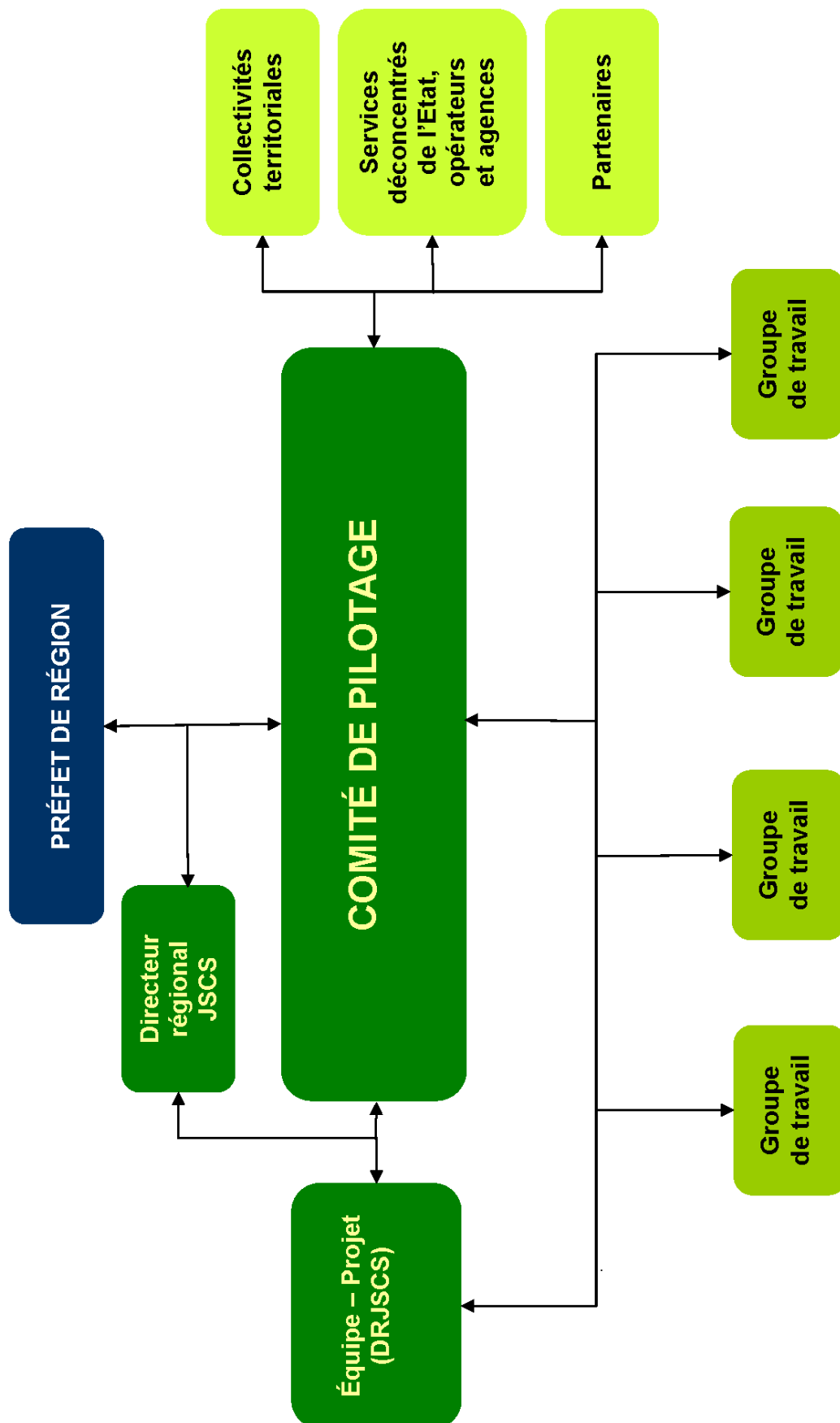
■ Le pilotage départemental

Dans les départements où un PDI est initié, les directions départementales compétentes auront, sous la responsabilité du préfet et en liaison avec les services immigration intégration des préfectures, à :

- affiner le diagnostic régional en associant les acteurs du département (Conseil général, villes, communauté d'agglomération...) ;
- élaborer le Plan départemental d'intégration (PDI) à partir du diagnostic établi concernant les besoins et les moyens de chaque territoire ;
- associer les collectivités territoriales à la phase d'élaboration du plan dans la mesure où elles sont chefs de file sur des grandes thématiques (enfance, personnes âgées, personnes handicapées, insertion... etc.) et ainsi favoriser la prise en compte des populations étrangères et immigrées sur leurs champs de compétences ;
- mettre en œuvre les actions sur les territoires définis comme « pertinents » (qui peuvent être infra départementaux) en lien avec les collectivités territoriales (conseils généraux, communes... etc.).

Dans les départements où la situation ne justifie pas la mise en place d'un PDI, il sera toutefois possible de prévoir des actions territorialisées selon les axes prioritaires du PRIPI et de sensibiliser les collectivités territoriales aux problématiques de l'intégration.

Schéma de pilotage du PRIPI



Fiche II-1-2

Animer le PRIPI

■ L'animation nationale

La Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (bureau de l'intégration territoriale) est chargée de l'animation nationale des PRIPI et de leur évaluation :

- elle joue un rôle d'appui méthodologique sur les thématiques prioritaires et les publics (cf. contacts au sein de la DAIC sur les fiches par domaine) ;
- elle mobilise les moyens du niveau national permettant de concourir à la réalisation des PRIPI (par exemple : INSEE et service études et statistiques du ministère pour l'actualisation des données statistiques territorialisées) ;
- elle organise des réunions nationales avec les chefs de projet PRIPI au sein des DRJSCS ;
- elle peut participer le cas échéant à des COPIL régionaux ;
- elle recueille et analyse les bilans annuels des PRIPI et en réalise une synthèse nationale (qui fait l'objet d'une diffusion aux préfets /DRJSCS) ;
- elle diffuse les bonnes pratiques ;
- elle développe des projets et programmes interministériels en vue de l'intégration des immigrés et de leurs enfants : ces programmes peuvent être des appuis pour des actions interministérielles à mener au niveau régional ou/et départemental, notamment dans le champ de l'appui à la parentalité, de l'intégration des femmes ou de l'accès à l'emploi.

■ **Contacts DAIC :**

- Marie-José Bernardot, Chef du bureau de l'intégration territoriale, marie-jose.bernardot@iminidco.gouv.fr
- Clémentine Hocquette, Adjointe, clementine.hocquette@iminidco.gouv.fr
- Sophie Albert, chargée de mission, sophie.albert@iminidco.gouv.fr

■ L'animation régionale

La DRJSCS, avec le SGAR et sous l'autorité du préfet, aura un rôle d'animation à travers :

- le maintien d'un travail interministériel en continu, sur toute la durée du PRIPI ;
- **la mobilisation des collectivités territoriales** ;
- **l'évaluation, en collectant les indicateurs de résultat** sur les principaux champs permettant d'établir un tableau de bord annuel ;
- **la mutualisation et la valorisation des bonnes pratiques** ;
- la collecte de données départementales pour produire des remontées d'informations régionales destinées au niveau national ;
- la diffusion du PRIPI et la communication autour des bonnes pratiques, notamment sur le portail européen de l'intégration ;
- l'organisation d'informations, voire de formations régionales et/ou interdépartementales des acteurs départementaux en y associant les collectivités territoriales.

Fiche II-1-3

Établir un diagnostic

■ Pourquoi réaliser un diagnostic ?

La réalisation d'un diagnostic préalable est une étape cruciale. Le diagnostic régional aide à définir des priorités et les territoires d'action pour le présent exercice 2010–2012 :

- il recense les dispositifs et les programmes existants et dresse un bilan des actions menées dans le cadre des PRIPI ;
- il fournit une connaissance sociodémographique et territoriale des populations immigrées à l'aide de données statistiques. Il décrit le contexte régional grâce à une pluralité d'indicateurs démographiques et sociaux (% de population étrangère ; concentrations locales d'étrangers ; données d'études ou observations convergentes faisant apparaître l'existence de tensions fortes sur des territoires ou/et des phénomènes de dérives de type communautaire...) ;
- il permet de mettre en adéquation les besoins ainsi identifiés et les mesures à prendre dans le territoire adapté et donne des éléments chiffrés pouvant être utilisés pour mesurer les évolutions des situations ;
- il favorise la diffusion et le partage des connaissances relatives aux populations immigrées.

■ Quels sont les outils du diagnostic ?

Le diagnostic s'appuiera notamment sur :

- **les données du recensement** de la population de 2006, fournies par l'INSEE et le département des statistiques et des études du ministère en charge de l'intégration. Il s'agit d'une **actualisation des données ayant servi à la réalisation des Atlas régionaux des populations immigrées**. Elles seront disponibles au niveau régional, départemental, communal. Elles concernent les thèmes suivants : l'évolution et la structure de la population, la répartition des personnes sur le territoire, les diplômes/la formation, l'emploi/la population active, la famille/la situation matrimoniale, les formes et conditions d'emploi, le logement. Elles seront transmises aux DRJSCS en avril 2010 ;
- des données sur **les flux récents** en provenance de l'OFII (données CAI et hors CAI) ;
- les données accessibles via le portail de la statistique publique sur l'immigration qui regroupent plusieurs organismes (INED, INSEE, les services statistiques ministériels (SSM)... etc.) et offre un dossier sur l'immigration en France ainsi que de nombreux documents consultables et téléchargeables gratuitement en ligne (articles, tableaux, schémas, résultats d'enquêtes, etc). www.statistique-publique.fr ;
- des **données locales** : CAF, Atlas de la précarité, travaux de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles... etc. ainsi que les données des centres de ressources.

Le pôle études et observation de la DRJSCS pourra piloter et appuyer la réalisation du diagnostic. Il pourra mobiliser pour ce faire des crédits d'ingénierie (programme 104). Les crédits de l'action 12 ne sont pas fléchés et sont laissés à votre appréciation.

■ Quelles sont les composantes du diagnostic ?

Le diagnostic comportera :

- une dimension régionale ;
- une dimension départementale et infra-départementale (agglomération, ZUS, ville, zone rurale...) ;
- une approche par thématiques (emploi, logement, formation, scolarisation, formation, accès aux droits, accès aux soins...) ;
- une approche par publics (données démographiques sexuées, par origine géographique, logement des migrants âgés, accès aux soins pour les migrants âgés...).

■ Quand établir ce diagnostic ?

C'est une étape préalable à l'élaboration du PRIPI et des PDI mais c'est aussi un processus en continu : une actualisation de certaines données ou des compléments d'études au cours des années de réalisation du PRIPI pourra être recherchée et notamment à un niveau local.

Lors de la réalisation de plans départementaux d'intégration (PDI), le diagnostic régional pourra être complété par une approche plus fine et plus qualitative concernant le département ou/et les territoires infra-départementaux concernés.

Les programmations annuelles peuvent comprendre, le cas échéant, la collecte et le traitement de nouvelles données.

Fiche II-1-4

**Définir les priorités
et élaborer la programmation pluriannuelle****■ La prise en compte des priorités**

Le PRIPI et les PDI s'attacheront à prendre en compte les priorités nationales définies dans les circulaires du 7 janvier 2009 et du 28 janvier 2010 et d'apporter les réponses adaptées aux spécificités locales (voir fiche sur le diagnostic) et aux besoins des populations.

Ces priorités portent sur des thématiques suivantes : l'emploi, le logement, la participation citoyenne, l'apprentissage des règles du « vivre ensemble » et des valeurs de la République, la pratique de la langue française (orale et écrite) l'aide à la parentalité, l'accueil des jeunes primo-arrivants et la valorisation de la mémoire des migrations. Elles concernent notamment les primo-arrivants en situation régulière et des publics dont les difficultés sont particulièrement importantes : les femmes étrangères et immigrées et les immigrés âgés (cf. fiche sur la politique d'intégration).

■ La programmation des objectifs et des actions

Les PRIPI et les PDI doivent décliner les objectifs territoriaux de la politique d'intégration, sur une période de trois ans. A ces objectifs, correspondent des actions prévues pour trois ans, pouvant faire l'objet d'une réactualisation annuelle, en fonction des évaluations qui auront été réalisées. Cette programmation s'appuie sur les actions de l'ensemble des partenaires des PRIPI/PDI qui contribuent à l'intégration des personnes étrangères et immigrées.

Il est préconisé de désigner un chef de projet par domaines d'actions, selon les champs de compétence des partenaires du PRIPI et des PDI, de façon à assurer la meilleure animation et coordination possible sur les trois années d'exercice.

■ La programmation des financements

La délégation des crédits déconcentrés du programme 104 est annuelle. A partir de 2011, les crédits délégués devront servir à la mise en œuvre des actions prévues par les PRIPI et les PDI.

La programmation des financements est annuelle et présentée par domaines d'actions. Elle concerne les crédits du BOP 104, et devrait faire apparaître également les participations financières des autres ministères partenaires des PRIPI / PDI (ex : part des crédits destinés aux classes d'intégration des élèves nouvellement arrivés).

■ L'élaboration d'indicateurs de résultats

Les actions programmées dans le cadre des PRIPI et des PDI seront assorties d'indicateurs de résultats qui seront déterminés par les échelons territoriaux.

Ces indicateurs doivent être prévus dès la mise en place des actions ainsi que leurs modalités de suivi. Ils feront l'objet d'un bilan annuel, permettant de vérifier la pertinence des actions conduites pendant l'année et de réajuster, le cas échéant, la programmation des actions du PRIPI et des PDI.

■ Les remontées au niveau national

Chaque année, il sera demandé aux DRJSCS de faire parvenir au DAIC, un bilan des actions réalisées, des résultats constatés et des réajustements envisagés. Ce bilan comprendra également une synthèse qualitative concernant l'implication des autres ministères et des collectivités territoriales dans la mise en œuvre du PRIPI et des PDI.

Le bilan de l'utilisation des crédits du BOP 104 sera communiqué via les remontées annuelles du BOP.

La DAIC vous adressera pour 2011, un cadre normalisé pour faciliter ces remontées d'information et leur synthèse.

Fiche II-1-5

Présenter le PRIPI**■ Un document unique**

Le PRIPI est un exercice de diagnostic, d'orientations et de programmation qui donne lieu à la rédaction d'un document unique, réalisé par la DRJSCS. Il peut être présenté en CAR et est validé par le préfet de région.

■ Les rubriques du PRIPI

Il comprend plusieurs rubriques :

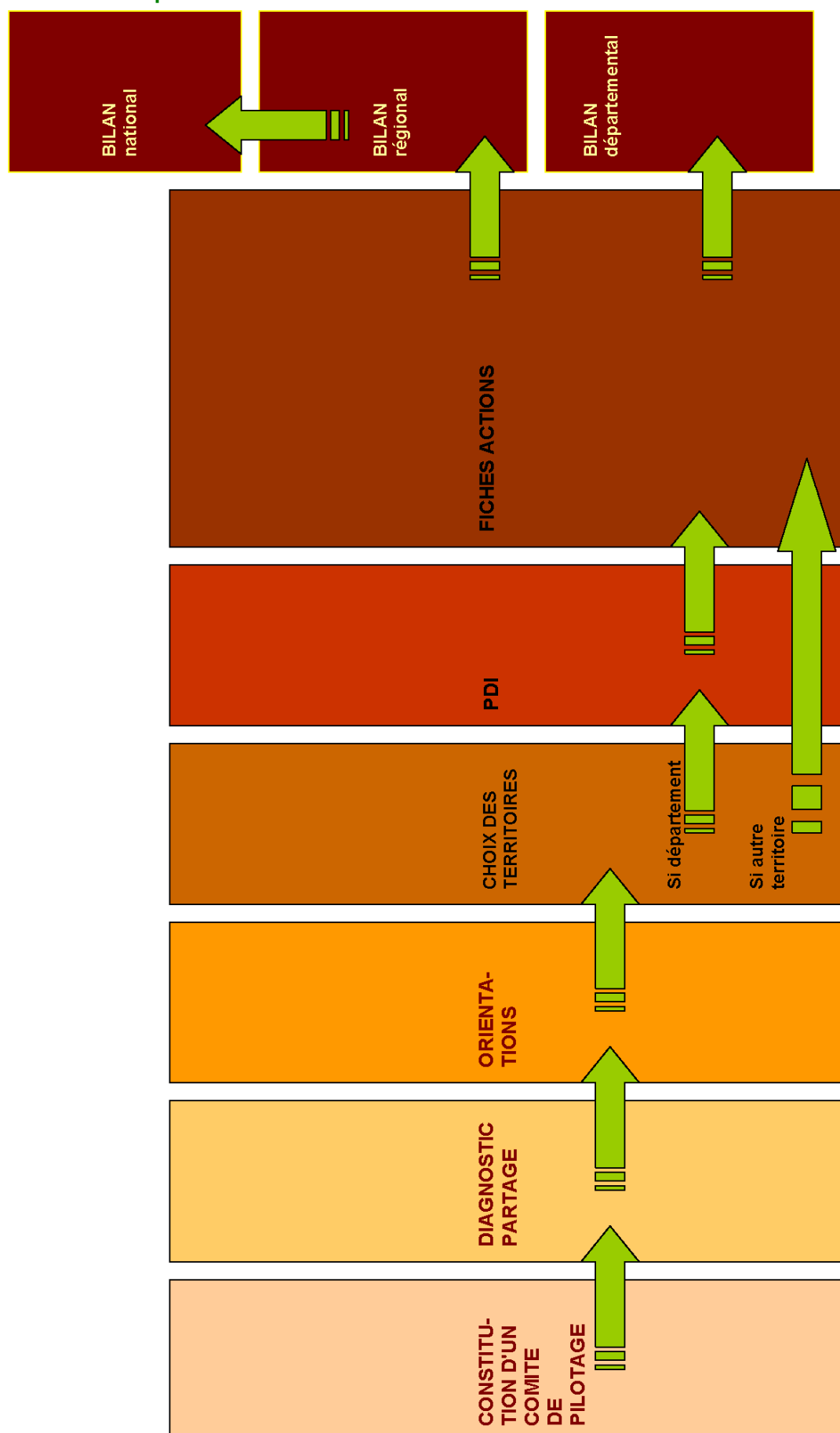
- un rappel des priorités de la politique d'intégration,
- les modalités de pilotage du PRIPI,
- un diagnostic territorialisé de la situation des populations immigrées,
- les orientations / priorités / objectifs régionaux du PRIPI,
- une programmation pluriannuelle par objectif,
- une déclinaison de la programmation en fiches actions par territoire,
- les modalités de suivi et d'évaluation du PRIPI annuels et triennal,
- le cas échéant, le ou les PDI y sont agrégés.

■ Les fiches action

Les fiches « action » comprennent les rubriques suivantes :

- TITRE
 - objectif régional dans lequel s'inscrit l'action
 - intitulé de l'action (qui est également un objectif opérationnel)
- CARACTERISTIQUES DE L'ACTION
 - contenu / objectif(s) de l'action
 - attendus de l'action
 - bénéficiaires de l'action (ou public cible)
 - territoire(s) de l'intervention (région / département / villes / quartiers / agglomération...)
- PILOTAGE
 - chef de projet ou groupe de travail
 - partenaires
- MOYENS
 - modalités de mise en œuvre
 - prévision du coût de l'action annuel et triennal
 - financement (crédit du programme 104 et autres crédits)
- SUIVI
 - calendrier de mise en œuvre
 - indicateurs de résultat

Schéma sur les étapes du PRIPI



Fiche II-2-1

Mobiliser les financements pour les priorités du PRIPI

■ Les crédits du programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française » : un levier pour le financement du PRIPI

Pour l'année 2010, les crédits du programme 104 ont été notifiés dans le cadre du BOP régional pour des actions d'intégration en faveur des étrangers (et le cas échéant pour les actions en faveur des réfugiés). Ces crédits sont destinés à financer les activités que vous conduirez dans le champ de l'intégration en 2010 et notamment dans le cadre des PRIPI. La répartition régionale a été effectuée en tenant compte dans chaque région du ratio de la population immigrée sur la population totale (base 2006).

Dans la masse des crédits qui vous ont été attribués, une partie peut être consacrée en 2010 à la préfiguration des PRIPI en fonction du calendrier de leur élaboration et de leur mise en œuvre. A partir de 2011, ces crédits pourront être utilisés pleinement à la réalisation des priorités que vous aurez définies dans le cadre des PRIPI.

Ces crédits du programme 104 doivent également permettre d'exercer un effet de levier pour mobiliser d'autres financements de l'Etat ou des collectivités territoriales :

■ Les financements du programme 147 (équité sociale et territoriale)

Les financements du programme 147 ont une double vocation :

- **les actions concernant la lutte contre les discriminations** relèvent pour l'essentiel de ce programme compte tenu des nouveaux périmètres dévolus à l'ACSE.

Toutefois, au niveau national, de nombreuses associations sont cofinancées par la DAIC et par l'ACSE, notamment celles qui développent des actions de lutte contre les discriminations et des actions d'intégration (femmes, immigrés âgés, ...). Des cofinancements sont donc possibles et souhaitables également au niveau local de la même façon.

- **les actions menées dans le cadre de la politique de la ville** (programme 147) sont par définition limitées à des territoires précis. Toutefois 20% des habitants des quartiers prioritaires sont des étrangers : à ce titre, les crédits du programme 147 doivent également pouvoir financer des actions d'appui et d'accompagnement visant ce public. Il s'agit notamment des ateliers sociolinguistiques dont une partie est financée par le programme 147.

■ Les autres financements de l'Etat

Les PRIPI pourront permettre d'identifier et, si possible, de mieux utiliser, des crédits portés par d'autres ministères et qui bénéficient à la population étrangère et immigrée : accueil des élèves nouvellement arrivés dans les établissements scolaires ; actions de santé publique visant les résidents des foyers de travailleurs migrants (PRAPS) ; programmes destinés à financer le logement accompagné ...

■ Les financements des collectivités territoriales

Les collectivités territoriales contribuent, dans le cadre des dispositifs de droit commun notamment, à des actions visant l'intégration des publics étrangers et immigrés lorsqu'ils relèvent des services sociaux (PMI, ASE, CLIC, insertion sociale ...) et d'améliorer l'accès de certains publics (immigrés âgés en particulier) à des services et établissements spécialisés.

Les régions, en particulier dans le domaine de la formation professionnelle, peuvent participer à des actions visant à une meilleure intégration par l'emploi.

Des manifestations culturelles permettant de promouvoir la diversité et donc de modifier les perceptions concernant les immigrés sont organisées par les villes et peuvent, à ce titre, contribuer à la politique nationale d'intégration.

Fiche II-2-2

**Financer les actions d'intégration :
le Fonds européen d'intégration (FEI)****■ Problématique européenne (2007-2013)**

Le Fonds européen d'intégration (FEI) a été institué par la décision n° 435/2007 du Conseil du 25 juin 2007 portant création du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers pour la période 2007–2013. Le FEI est doté de 825 millions d'euros et fait partie du cadre du programme général « Solidarité et gestion des flux migratoires ». Le FEI permet de financer des actions destinées à promouvoir l'intégration des ressortissants de pays tiers dans les sociétés d'accueil des Etats membres.

Sa mise en place répond au constat selon lequel l'intégration des ressortissants de pays tiers est un élément clé dans la promotion de la cohésion sociale et économique des Etats membres de l'Union Européenne. Cette décision s'inscrit dans le cadre des principes de base communs définis par les représentants des gouvernements des Etats membres et des recommandations du programme de La Haye (2004).

Les actions nationales pouvant bénéficier du cofinancement FEI sont celles qui visent à :

- faciliter le développement et la mise en œuvre des procédures d'admission pertinentes destinées à soutenir le processus d'intégration ;
- développer et mettre en œuvre le processus d'intégration, en particulier celui concernant les ressortissants de pays tiers récemment arrivés dans l'Etat membre d'accueil ;
- augmenter la capacité des Etats membres concernant le développement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des mesures d'intégration des ressortissants de pays tiers ;
- échanger les informations, les meilleures pratiques dans et entre les Etats membres en développant, en mettant en œuvre et en évaluant les politiques et les mesures d'intégration des ressortissants de pays tiers.

■ Priorités d'action du FEI en France

La Direction de l'accueil et de l'intégration (DAIC) est désignée comme l'autorité responsable du FEI en France. Elle a mis en place le FEI à la fin de l'année 2007 et a obtenu l'approbation de la Commission européenne pour le programme pluriannuel (2007–2013) Celui-ci prévoit les 12 axes prioritaires de la France. Il précise également les stratégies pour atteindre les grands objectifs définis.

Les actions du programme 2010 poursuivent les actions engagées en 2009 sur les points suivants :

1. L'accompagnement social : il s'agit de favoriser les liens entre arrivants, services publics et partenaires locaux.
2. Les bilans de compétences professionnelles : ils visent à encourager les signataires du CAI à se préparer au marché de l'emploi.
3. La mutualisation et l'analyse des ressources pour la formation linguistique des migrants : elle a pour objet le recueil des outils pédagogiques, l'analyse des pratiques et la création de ressources pédagogiques destinées aux nouveaux flux migratoires.

2. Le financement

4. La formation des intervenants et des formateurs dans le domaine de la formation des ressortissants de pays tiers.
5. Des projets concernant les agents de développement local (ADLI) : ils ont vocation à accompagner les migrants dans leurs démarches et améliorer la prise en compte de leurs besoins.
6. Le soutien aux associations œuvrant dans l'accueil et l'intégration des femmes immigrées ressortissantes des pays tiers : il s'agit de former les professionnels et de prévenir les mariages forcés ainsi que l'ensemble des violences faites aux femmes.
7. L'aide aux gestionnaires de foyers de travailleurs migrants ou de résidences sociales pour le renouvellement ou le premier achat d'équipements mobiliers destinés au public cible.
8. Les cafés sociaux : il s'agit de soutenir l'accueil et l'accompagnement des migrants âgés dans des espaces d'accueil dédiés.
9. L'emploi des coordinateurs sociaux et de médiateurs santé/vieillessement dans les résidences sociales issues de la transformation de foyers de travailleurs migrants : création de 8 postes.
10. Le lancement d'une enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA). Il s'agit de la mise au point d'indicateurs et de méthodes d'évaluation, avec la réalisation d'une grande enquête en matière de parcours d'intégration des ressortissants de pays tiers.
11. L'évaluation des politiques publiques en matière d'accueil des primo-arrivants : la demi-journée d'accueil.
12. Le développement de rencontres franco-européennes (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Luxembourg, Belgique, Italie...).

Certaines actions du programme 2010 sont menées à partir d'appels à propositions. Ces projets sont financés sous forme de subventions.

Peuvent répondre à cet appel, dans un délai proche de deux mois, les associations, les collectivités ou encore les entreprises.

L'appel à projet pour 2010 a été lancé en juin 2009 et mis en ligne sur les sites internet et intranet du ministère de l'immigration. L'OFII, autorité déléguée a relayé l'information auprès de l'ensemble de ses partenaires associatifs.

L'appel à projet pour 2011 sera lancé mi 2010. Il sera alors mis en ligne sur les sites internet et intranet du ministère de l'immigration.

Contacts DAIC :

- Ana Lagrange, chargée de mission, ana.lagrange@iminidco.gouv.fr
- Xavier Pauly, chargé de mission, xavier.pauly@iminidco.gouv.fr

Fiche II-3-1

S'appuyer sur les centres de ressources et les réseaux

La DAIC appuie financièrement depuis plusieurs années des centres de ressources sur l'intégration et des réseaux internet. Il s'agit de bases de données documentaires sur l'intégration et la lutte contre les discriminations. Ces centres nationaux ou régionaux travaillent fréquemment avec des collectivités territoriales. Ils sont susceptibles de réaliser des formations d'acteurs aux problématiques de l'intégration. Ils contribuent également à faciliter la connaissance des situations locales susceptibles de nourrir les réflexions de la DAIC et des services déconcentrés.

Ils peuvent intervenir en appui des pilotes régionaux et/ou départementaux soit lors de la phase d'élaboration des PRIPI (aide au diagnostic), soit en aval, pour mener des actions décidées dans le cadre des PRIPI-PDI.

■ Les centres de ressources pour l'intégration

L'ADRIC (agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté) : Cette association organise des interventions et des séminaires de sensibilisation dans les domaines de l'accueil, de l'intégration, de la lutte contre les discriminations, de la gestion de l'interculturalité, de la citoyenneté et de la lutte contre l'exclusion. Elle met en œuvre des formations de travailleurs sociaux à la demande de collectivités territoriales. L'ADRIC publie également des guides méthodologiques : guide pour « la prévention des violences et la lutte contre les discriminations à l'encontre des femmes », guide « agir pour la laïcité en contexte de diversité culturelle ». Elle a notamment conduit plusieurs interventions sur les violences et les discriminations dont peuvent être victimes les femmes issues de l'immigration, en collaboration avec des acteurs associatifs. Elle a lancé le projet « Primo-Arrivantes Intégration dans les territoires » (PRAIT) qui aboutira à la rédaction de guides méthodologiques régionaux pour les professionnels de l'accueil et de l'accompagnement de ce public. Les régions Centre et Rhône-Alpes et pour Paris sont les territoires pilotes. Elle a reçu le Label « 2008 – Année européenne du dialogue interculturel ». www.adric.eu/

Le réseau RECI (ressources pour l'égalité des chances et l'intégration) : Il s'agit d'un réseau de neuf centres de ressources locaux (régionaux ou départementaux) spécialisés dans les domaines de l'intégration et de la lutte contre les discriminations (et pour certains, politique de la ville), parmi lesquels l'observatoire régional de l'Intégration et de la Ville d'Alsace (ORIV). L'objet du réseau RECI, cofinancé par la DAIC et l'ACSé, est de produire et diffuser des connaissances et des ressources dans les domaines de l'égalité des chances et de l'intégration. Le réseau met également en œuvre une fonction de veille et d'observation des processus, des dispositifs et des actions. Il exerce des actions de sensibilisation et de qualification auprès des acteurs publics, privés, et associatifs. Il intervient par mutualisation et capitalisation des connaissances sur la base des ressources disponibles (existantes et/ou produites par chacune des structures). Le RECI a produit plusieurs documents à la demande de la DAIC disponibles sur le site internet du réseau www.reseau-reci.org. On y trouve également une base de données documentaires sur le champ de l'intégration et de la prévention des discriminations.

Coordonnées des 9 centres ressources locaux :

- ARIFOR/PRILDE, Pôle ressources intégration, lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Champagne-Ardenne), www.arifor.fr
- CID, Centre Interculturel de Documentation (Nantes), cid@cidoc.org

- COFRIMI, Conseil et Formation sur les Relations Interculturelles et les Migrations (Midi-Pyrénées), www.cofrimi.com
- CREFE, Centre Ressources Enfance Famille Ecole Ain Rhône (Rhône-Alpes), www.crefe.asso.fr
- CRPVE, Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne (Essonne), www.crpve91.fr
- EPI, Espace Picard pour l'Intégration (Picardie), www.epi-centre.org,
- IREV, Institut Régional de la Ville (Nord Pas de Calais), www.irev.fr,
- ODTI, Observatoire sur les Discriminations et les Territoires Interculturels (Grenoble), www.odti.fr
- ORIV, Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (Alsace-Lorraine), www.oriv-alsace.org

Profession Banlieue : Il s'agit d'un centre de ressources sur la politique de la ville mais son implantation en Seine-Saint-Denis et ses activités d'animation de l'association départementale des femmes-relais du 93 et de l'association départementale des REAAP (réseaux d'écoute et d'appui à la parentalité) en font une ressource importante sur les problématiques d'intégration pour l'Île-de-France et au-delà. www.professionbanlieue.org

Le CREFE (centre de ressources enfance, famille, école situé en Rhône-Alpes) : Ce centre est employeur de trois ADLI. Il est spécialisé sur les questions liées à la parentalité et il est financé par la DAIC pour l'animation et la professionnalisation du réseau des ADLI.

■ Les réseaux internet « capitalisation des bonnes pratiques et accès aux droits »

Le réseau Intégration et prévention des discriminations : Il est porté par la société « Idéal connaissances ». Cette société anime de nombreux réseaux professionnels sur les domaines de compétences des collectivités territoriales, en particulier : le club-insertion, le réseau ASE, le réseau petite enfance, le réseau personnes âgées, le réseau personnes handicapées... A la différence de ces réseaux financés par abonnement des conseils généraux, le réseau intégration et prévention des discriminations est financé par le ministère depuis 2007. Il s'agit d'une plateforme internet dédiée à la collecte de « bonnes pratiques », de documents ressources, de textes réglementaires et d'études en matière d'intégration s'adressant aux professionnels des collectivités territoriales et des services déconcentrés. Il se veut être un véritable outil de dialogues autour des problématiques rencontrées par les acteurs locaux en charge de ces questions. Ce réseau est accessible aux services déconcentrés.

Coordonnées internet : www.reseauintegration.net

L'ADATE développe un site internet « Info Droits Etrangers » pour l'accès aux droits des étrangers en lien avec son antenne téléphonique « Info droits migrants ». Ce projet initialement réalisé dans le cadre du PRIPI de la région Rhône-Alpes est soutenu par la DAIC. L'association a plus généralement pour mission de favoriser l'intégration des étrangers et de leur famille. Les activités de l'ADATE sont diversifiées et vont de l'accueil des migrants jusqu'à l'accès aux droits dans le cadre d'un service juridique.

www.info-droits-etrangeurs.org www.adate.org

Le site « INFOMIE » : Il s'agit également d'un site internet qui vise à mettre à disposition des professionnels (en particulier les services de l'enfance des conseils généraux) une information juridique sur les droits des mineurs étrangers isolés et sur les « bonnes pratiques » relatives à leur accueil et à leur prise en charge impliquant des collaborations entre diverses institutions (Conseils généraux, préfectures; tribunaux...). Ce site est développé par l'association Infomie. www.infomie.net

Contacts DAIC :

- Clémentine Hocquette, Adjointe à la chef du Bureau de l'intégration territoriale, clementine.hocquette@iminidco.gouv.fr
- Sophie Albert, chargée de mission, sophie.albert@iminidco.gouv.fr

Fiche II-3-2

Les agents de développement local pour l'intégration (ADLI) : des professionnels pour appuyer les PDI

■ Les ADLI : un bref historique

Les « Agents de développement local pour l'intégration » (ADLI) ont été créés en 1996 dans le cadre d'une expérimentation menée en région Rhône-Alpes pour favoriser l'intégration de la communauté turque en milieu rural.

A la suite de la refondation de la politique d'intégration en 2003, le champ d'intervention des ADLI a été élargi : il concerne maintenant, en fonction du diagnostic local, des publics divers (femmes, personnes âgées, familles..) originaires de différentes régions du monde (Maghreb, Afrique Noire...) et des problématiques diverses (telles que l'accueil, le logement, la parentalité ou la promotion sociale et professionnelle).

Ces professionnels, le plus souvent issus eux-mêmes de l'immigration, maîtrisant au moins une langue des pays d'émigration, accompagnent les démarches visant à la résolution des difficultés d'intégration sur un territoire.

Ce type de dispositif paraît particulièrement bien adapté pour répondre, au plus près du terrain, aux difficultés d'intégration que peuvent rencontrer certaines communautés d'immigrés récemment installés en France et pour lesquelles un accompagnement renforcé et de nature collective se justifie au-delà de la phase d'accueil désormais bien organisée (contrat d'accueil et d'intégration obligatoire) sur l'ensemble du territoire.

■ Le dispositif ADLI en 2010

Où ?

22 agents de développement local pour l'intégration **sont implantés dans vingt départements**.

En fonction du diagnostic local qui a précédé leur recrutement, ils sont plus particulièrement investis dans les domaines suivants :

- promotion sociale et professionnelle des femmes (Bas-Rhin, Charente Maritime, Loire-Atlantique, Guyane, Seine-Saint-Denis et Somme) ;
- accès aux droits des personnes âgées immigrées (Corse du Sud, Loire-Atlantique, Bouches-du-Rhône et Hérault) ;
- accès aux droits des familles primo- arrivantes (Guyane, Bas-Rhin et Val de Marne) ;
- actions de médiation avec les écoles et appui à la parentalité (Bas-Rhin, Rhône, Ain, Guyane).

(cf. tableau récapitulatif du dispositif en annexe)

Quels modes de financement ?

- 15 ADLI sont financés par les crédits déconcentrés du programme 104 et co-financés par des collectivités territoriales
- 7 nouveaux ADLI ont été créés en 2009 à la suite de l'appel à projet organisé par la DAIC et sont financés par le fonds européen d'intégration (avec également des co-financements locaux).

Quels objectifs opérationnels ?

Les ADLI mènent des actions principalement collectives à la demande du comité de pilotage : il s'agit d'éviter les risques de repli et d'enfermement communautaire ainsi que d'accompagner les populations dans leurs démarches d'intégration en rétablissant le dialogue avec les institutions locales.

Dans ce but, les ADLI doivent prendre des initiatives pour :

- renforcer la participation des familles à la vie locale ;
- développer la coopération entre les services publics pour une prise en charge plus efficace des publics ;
- faire évoluer les représentations réciproques des habitants (étrangers et français) et des professionnels.

Quel pilotage ?

La mise en place d'un ADLI doit être précédée par la réalisation d'un diagnostic local partagé concentré sur une problématique particulière et/ou un public visé, et d'un programme d'action inscrit dans une durée. Ce diagnostic est décidé par un comité de pilotage départemental inter-institutionnel. De nouveaux postes d'ADLI peuvent être mis en place dans le cadre des priorités des PRIPI/PDI (financement BOP).

Les ADLI de la « première génération », mis en place entre 1996 et 2007 ont pour la plupart été créés dans le cadre des plans départementaux d'accueil (PDA) et des PRIPI (les COPIL sont animés par un sous-préfet ou un responsable de la DDASS / DDCS). Dans le contexte de la réorganisation de l'administration locale (création des DRJSCS, des DDCS et DDPP) et de la mise en place de sept nouveaux ADLI financés par le FEI, il est nécessaire de relancer le pilotage local des ADLI afin que chacun de ces professionnels puissent intervenir efficacement dans le cadre des nouveaux PRIPI et PDI.

Il s'agit de postes correspondant à une mission ; les résultats doivent être évalués et ces postes peuvent être redéployés une fois la mission terminée.

Contacts :

- DAIC, Sophie Albert, chargée de mission, sophie.albert@iminidco.gouv.fr.
- Le CREFE (centre de ressources enfance, famille, école situé en Rhône-Alpes) : ce centre est employeur de trois ADLI. Il est spécialisé sur les questions liées à la parentalité et il est financé par la DAIC pour l'animation et la professionnalisation du réseau des ADLI.
Fabrice Matteucci, f.matteucci.creffe@free.fr.

Fiche II-3-3

L'enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (ELIPA)

A la demande de la DAIC, une enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants « ELIPA » est lancée par le département des statistiques du ministère et bénéficie d'un cofinancement du Fonds européen de l'intégration (FEI).

L'objectif de cette enquête est double : évaluer, d'une part, le dispositif d'accompagnement des migrants nouvellement arrivés en France, et appréhender, d'autre part, leur parcours d'intégration dans ses diverses dimensions, linguistique, professionnelle, sociale.

Cette enquête, confiée à TNS-SOFRES, est fondée sur le suivi d'une cohorte de 6 000 signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) qui seront ré-interrogées un an, puis trois ans plus tard. Ceci devrait permettre de mieux comprendre la façon dont leur situation a pu évoluer sur une période de 3 ans. Les thèmes abordés dans cette enquête sont :

■ L'évaluation du dispositif d'accompagnement

L'enquête comportera une partie sur le fonctionnement de ce dispositif vu par le migrant et la satisfaction qu'il en a rapportée. Les 6 prestations du dispensées dans le cadre du CAI seront abordées, à savoir :

- la formation civique,
- la formation linguistique,
- la session d'information sur la vie en France,
- le bilan de compétences,
- la préparation du parcours d'intégration dans le pays de résidence,
- le contrat d'accueil et d'intégration spécifique pour la famille.

■ La connaissance du parcours administratif, les difficultés rencontrées, le recours aux services sociaux

Cette partie du questionnaire retracera les étapes administratives du parcours d'intégration et leur accompagnement par les services sociaux et les associations.

■ La connaissance du parcours migratoire

Il s'agit de la situation avant et après l'arrivée en France, le motif de la migration, le projet migratoire... etc.

- **La connaissance du parcours d'intégration dans ses multiples dimensions**, notamment l'acquisition de la langue, le logement et l'insertion professionnelle.

La partie du questionnaire sur l'acquisition de la langue sera particulièrement développée puisqu'il s'agit là d'un objectif prioritaire des CAI. Seront évoquées les questions sur la langue parlée à la maison, les difficultés rencontrées dans la vie quotidienne du fait de la langue, les formations suivies ou projets de formations, le niveau de français parlé, lu, écrit.

La collecte se fera par entretien mené par des enquêteurs interprètes, dans une des langues proposées, dont le français. Ce choix de langues couvre environ 93 % des langues parlées par les migrants.

L'enquête est réalisée dans une trentaine de départements accueillant le plus de migrants, dont les départements d'Ile-de-France, de PACA et de Rhône-Alpes.

La 1^{ère} vague d'interrogation s'effectue au cours du 1^{er} semestre 2010, et **les résultats seront disponibles au 3^{ème} trimestre 2010** ; la 2^{ème} vague d'interrogation se fera au 1^{er} trimestre 2011, et les résultats seront disponibles au 3^{ème} trimestre 2011.

Contacts :

- DAIC : Agnès Jolivet-Lequien, Chargée de mission, agnès.jolivet-lequien@iminidco.gouv.fr
- DSED : Nicole Cadenel, Chef de la Division des enquêtes et des études, nicole.cadenel@iminidco.gouv.fr



PARTIE III

Les thématiques et les publics

Fiche III-1-1

**Accueillir, informer et former
les primo-arrivants : l'OFII**

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) a succédé à l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) et à l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) dans ses responsabilités relatives à la formation linguistique des étrangers.

■ Les missions de l'OFII

L'Office français de l'immigration et de l'intégration accueille sur l'ensemble du territoire, les étrangers titulaires d'un titre de séjour les amenant à séjourner durablement en France et depuis juin 2009, les titulaires de visas valant de titre de séjour.

L'Office participe ainsi aux procédures liées à l'arrivée des travailleurs et des personnes bénéficiaires du regroupement familial.

Lors de cet accueil, le visa est validé pour valoir titre de séjour la première année de la présence en France, d'une part, et l'étranger est convié à signer un contrat d'accueil et d'intégration et à passer une visite médicale, d'autre part.

Le contrat d'accueil et d'intégration est le début du parcours d'intégration des étrangers sur le territoire national ; il comporte une formation civique obligatoire, une formation linguistique, un bilan de compétences professionnelles et une formation intitulée « vivre en France » (cf. fiches suivantes).

Lors de la signature du contrat, l'étranger peut demander à être mis en rapport avec un travailleur social qui fait le lien avec les services sociaux de droit commun des territoires.

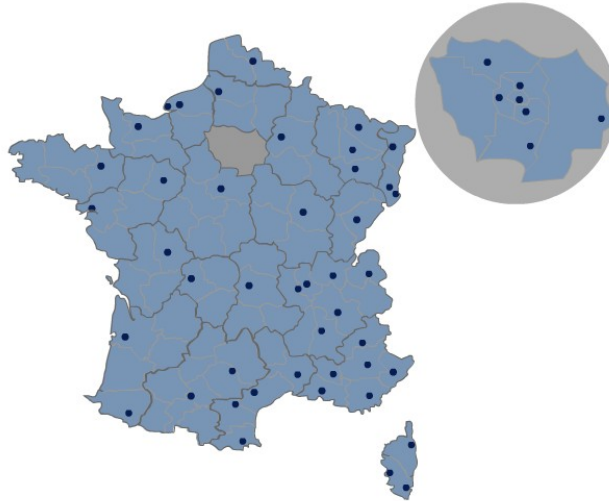
De plus, il est désormais responsable du premier accueil des demandeurs d'asile, une responsabilité assurée alternativement par les agents de l'OFII ou par des prestataires associatifs délégués.

Enfin, l'OFII est en charge des aides au retour et à la réinsertion dans leur pays d'origine des étrangers en situation irrégulière.

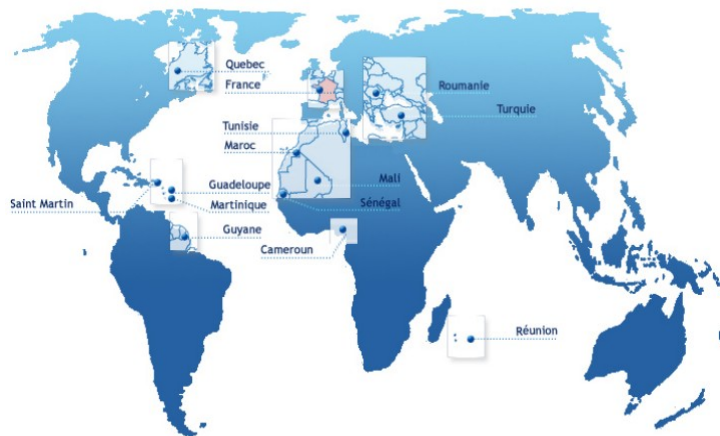
■ L'organisation de l'OFII

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'OFII s'appuie sur 29 directions territoriales implantées au chef lieu de région ou de département (dont 4 outre-mer) et sur 12 délégations.

Ce maillage territorial est en outre complété par des plates formes dédiées au CAI et à la validation des visas de long séjour valant titre de séjour (VLS/TS).



A l'étranger, l'OFII est représenté dans huit pays (Maroc, Tunisie, Mali, Sénégal, Roumanie, Turquie, Canada (Québec), Cameroun).



■ Les autres rôles des services de l'OFII sur le territoire national

Les directions territoriales sont responsables, sur leur territoire de compétence, de la mise en œuvre du service public de l'accueil des étrangers titulaires pour la première fois d'un titre les autorisant à séjourner durablement en France. Elles assurent également toutes les actions administratives et sociales confiées à l'Office par la loi.

Elles représentent l'OFII dans les différentes instances des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées et des plans départementaux d'intégration. A ce titre, elles sont chargées d'établir des contacts qui permettent une synergie entre leurs actions, celles des services de l'Etat, des collectivités locales et du milieu associatif.

www.ofii.fr

Fiche III-1-2

**Accueillir les primo-arrivants :
le contrat d'accueil et d'intégration (CAI)**

L'intégration républicaine d'un étranger dans la société française est appréciée en particulier au regard de son engagement personnel à respecter les principes qui régissent la République française et de sa connaissance suffisante de la langue française. Dans cette perspective, la signature d'un « contrat d'accueil et d'intégration » entre l'Etat et le migrant souhaitant s'installer sur le territoire national a été rendue obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2007. Ce dispositif concerne les étrangers hors Union Européenne, titulaires pour la première fois d'un titre de séjour d'une durée égale ou supérieure à un an.

Le contrat est signé par le migrant et le préfet territorialement compétent pour délivrer le titre de séjour, pour une durée d'un an, éventuellement renouvelable pour une durée identique.

■ Le dispositif et l'offre de formation

Depuis le 1^{er} janvier 2007, les prestations et formations dispensées dans le cadre du CAI sont mises en place et financées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), opérateur pour le compte de l'Etat. Chaque formation est gratuite et donne lieu à la délivrance d'une attestation. Il s'agit :

- d'une **formation civique** d'une journée comportant une présentation des institutions françaises et des valeurs de la République, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes et la laïcité ;
- d'une **formation linguistique** sanctionnée par la délivrance du diplôme initial de langue française (le DILF), pouvant aller jusqu'à 400 heures selon les besoins ;
- d'une **session d'information sur la vie en France** ;
- d'un **accompagnement social** si la situation personnelle ou familiale le justifie.

Depuis le 1^{er} décembre 2008, ces prestations sont complétées par :

- un **bilan de compétences** (voir fiche infra) permettant à l'étranger signataire du CAI de connaître et valoriser ses expériences passées, ses compétences professionnelles ou son savoir-faire dans le cadre d'une recherche d'emploi.
- une **préparation du parcours d'intégration dans le pays de résidence**. Ainsi, le membre de la famille, qui demande à rejoindre la France, bénéficie, dans son pays de résidence, d'une évaluation de son degré de connaissance de la langue française et des valeurs de la République, assortie si besoin, d'une formation. Dans ce cas, il devra suivre une formation à la langue française d'une durée maximale de 40 heures, organisée par l'OFII. L'attestation de suivi de cette formation sera nécessaire pour obtenir le visa de long séjour.
- la mise en place de ce dispositif, engagée dès le 1^{er} décembre 2008 par l'OFII au Maroc, en Tunisie, au Mali et en Turquie, a été généralisée en 2009 dans les autres pays où l'OFII a des implantations, comme au Sénégal et au Canada. 28 conventions ont été signées en 2009 avec les Alliances françaises et Instituts français dans les pays où l'OFII n'est pas représenté. Les tests de formations, qui avaient débuté en 2009, seront étendus en 2010.

- **un contrat d'accueil et d'intégration spécifique pour la famille** (voir fiche suivante) créé en faveur des bénéficiaires du regroupement familial et des conjoints de Français, dès lors qu'ils ont des enfants. Il comporte une formation sur les droits et devoirs des parents en France, en particulier ceux de l'obligation scolaire.

Le migrant signataire du CAI s'engage à participer aux journées de formation et à suivre en totalité la formation linguistique qui lui aura été éventuellement prescrite.

En cas de non respect du CAI par l'étranger, manifesté par une volonté caractérisée, le préfet peut décider, lors du premier renouvellement, de ne pas attribuer le titre de séjour. Par ailleurs, le suivi de ce contrat est également pris en compte pour l'attribution de la carte de résident que peut demander tout étranger qui justifie d'une résidence régulière ininterrompue depuis 5 ans en France.

■ Un bilan de la mise en œuvre du dispositif

Afin d'accompagner les préfetures dans leur démarche d'évaluation de la condition d'intégration dans le cadre de l'instruction des demandes de cartes de résident, un appui sera apporté par circulaire (DAIC/DIMM), afin de clarifier les conditions de mise en œuvre de ces dispositions. Des outils devront également être formalisés pour faciliter le travail d'instruction.

Par ailleurs, l'objectif du ministère, qui bénéficie maintenant d'un recul suffisant sur le dispositif, est de renforcer le parcours individuel d'intégration des nouveaux migrants en l'inscrivant dans une démarche plus qualitative et davantage adaptée aux profils et aux besoins des migrants. En outre, l'une des propositions retenues dans le cadre du Séminaire gouvernemental du 8 février 2010 vise à renforcer le CAI des nouveaux migrants. Ainsi, la portée des obligations figurant dans le contrat est réaffirmée. Il s'agit d'instaurer des modalités de validation, comme celles prévues pour la langue, en ce qui concerne :

- l'assiduité aux formations,
- le non respect des lois de la République,
- le non respect des valeurs de la République.

Le niveau de connaissance des valeurs de la République sera par ailleurs apprécié en s'appuyant sur un test d'évaluation, passé à la fin de la journée de formation.

Deux études ont été lancées par le Ministère :

- une étude longitudinale « **ELIPA** » (voir fiche supra) afin de mieux connaître les conditions de leur installation depuis la signature du CAI et évaluer leur parcours d'intégration en matière linguistique, professionnelle et sociale.
- une étude qualitative du CAI qui a pour objet de connaître le taux de satisfaction des personnes signataires du CAI concernant le module d'accueil (1/2 journée) dont elles ont bénéficié sur les plates formes de l'OFII.

Contact DAIC :

- Agnès Jolivet-Lequien, chargée de mission, agnes.jolivet-lequien@iminidco.gouv.fr

Fiche III-1-3

Accueillir les familles : le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille

Le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille a été créé par loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007, en faveur des bénéficiaires du regroupement familial et des conjoints de français, dès lors qu'ils ont des enfants. Les modalités de sa mise en œuvre sont fixées par le décret n° 2008-1115 du 30 octobre 2008.

Ce contrat est signé avec l'Etat par les deux parents, celui qui est déjà présent en France et celui qui arrive de son pays d'origine. Il comporte une formation sur les droits et devoirs des parents en France, en particulier ceux concernant l'obligation scolaire. Ce contrat complète le contrat d'accueil et d'intégration. Il est destiné à aider les parents à assumer leurs responsabilités dans la société française, pour que leurs enfants puissent eux-mêmes s'épanouir dans celle-ci.

■ Le contenu du contrat et les conséquences de son non-respect

Les signataires s'engagent à :

- participer à la journée de formation « Droits et devoirs des parents » ;
- veiller au respect de l'obligation scolaire pour leurs enfants de 6 à 16 ans.

Dès lors que le parent et, le cas échéant, son conjoint auront été absents de la formation sans motif légitime et n'auront pas donné suite à des relances de l'OFII, celui-ci informera le préfet qui en appréciera alors les conséquences éventuelles sur le renouvellement du premier titre de séjour du conjoint rejoignant.

En outre, s'il l'estime justifié, par exemple s'il constate une défaillance parentale, le préfet pourra en informer le président du Conseil général qui appréciera, s'il y a lieu, d'envisager une mesure de protection dont il a la responsabilité, ou la mise en œuvre du contrat de responsabilité parentale prévu par l'article L 222-4-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF).

■ Les 4 thématiques abordées dans la formation « Droits et devoirs des parents » :

- 1. l'égalité entre les hommes et les femmes
- 2. l'exercice de l'autorité parentale
- 3. les droits des enfants
- 4. la scolarité des enfants

Le volet égalité entre les hommes et les femmes met l'accent sur :

- les principaux textes et dates qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- l'égalité des hommes et des femmes dans les différents domaines : l'activité professionnelle, la rémunération, l'autorité parentale, le mariage, la vie politique... etc.
- l'interdiction de certaines pratiques : la polygamie, les violences.

Le volet exercice de l'autorité parentale concerne :

- l'autorité parentale, assurée également par le père et la mère ;
- les droits et devoirs des parents ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant et son développement ;
- les prestations sociales et l'autorité parentale : le contrat de responsabilité parentale.

Le volet droits des enfants est relatif à :

- la Convention internationale des droits de l'enfant ;
- la protection de l'enfance ;
- le respect du corps humain : l'interdiction des violences (mutilations sexuelles ou mariages forcés).

Le volet scolarité des enfants met l'accent sur :

- l'obligation scolaire, le contrôle du travail scolaire et de l'assiduité des enfants ;
- les prestations familiales et l'obligation scolaire ;
- les liens parents-école ;
- le respect de la laïcité à l'école ;
- les dispositifs d'aides et d'appui aux parents et aux élèves.

La mise en œuvre de ce dispositif a été confiée à l'OFII et notamment à ses directions territoriales qui sélectionnent des prestataires pour assurer les formations, dans le cadre de marchés publics.

Contacts :

- OFII, Valérie Gilton, valerie.gilton@ofii.fr
- DAIC, Agnès Jolivet-Lequien, chargée de mission, agnes.jolivet-lequien@iminidco.gouv.fr

Fiche III-1-4**Promouvoir l'apprentissage de la langue française
dans le cadre du CAI et hors CAI**

Le dispositif d'apprentissage du français doit permettre aux étrangers appelés à séjourner en France durablement, pendant les cinq premières années de leur résidence, d'apprendre la langue française à l'oral et à l'écrit.

Le ministère a confié à l'OFII la mise en place de ce dispositif qui concerne depuis janvier 2007 les signataires du CAI, mais également depuis juillet 2009 les personnes « hors CAI » qui étaient auparavant prises en charge par l'ACSE. L'offre de formation pour chaque département est assurée par des prestataires retenus dans le cadre de marchés publics, afin de mettre en place l'offre de formation conformément au cahier des charges notamment pour la durée et le rythme des formations ainsi que pour la présentation aux épreuves du diplôme initial de langue française (DILF).

■ L'offre de formation

L'OFII met en place des actions de formation à destination des signataires du CAI de plus de 16 ans installés en France et des étrangers hors CAI de plus de 26 ans. Près de 25 000 signataires du CAI sont effectivement orientés en formation et 20 000 personnes hors CAI sont accueillies chaque année. Ces formations, d'une durée maximale de 400 heures, visent pour les signataires du CAI l'obtention du DILF, diplôme de l'éducation nationale, qui sanctionne et valorise les premiers apprentissages en langue française. Le DILF est en effet, le niveau d'exigence pour le CAI et pour le renouvellement du titre de séjour.

■ Le nouveau dispositif de formation linguistique (marché public 2010 de l'OFII)

Il traduit les nouvelles orientations visant à mieux adapter les dispositifs aux besoins des personnes, par la mise en place d'un parcours d'apprentissage progressif de la langue française depuis le pays de résidence, par une formation linguistique et une passation de diplôme adaptées à leur compétence ainsi qu'à leur niveau de langue.

Dans le cadre de ce nouveau parcours d'apprentissage du français, le migrant aura la possibilité de passer un diplôme d'un niveau supérieur au DILF (DELF A1 ou A2) afin de caractériser son niveau réel de connaissance de la langue. Quel que soit le choix du migrant, le passage du diplôme est gratuit.

Contact DAIC :

- Christine Candide, chargée de mission, christine.candide@iminidco.gouv.fr

Fiche III-1-5**Promouvoir l'apprentissage de la langue française
au travers des ateliers sociaux linguistiques (ASL)**

Les ateliers socio-linguistiques (ASL) sont des actions de proximité favorisant la connaissance des services et dispositifs publics, ainsi que des règles et modes de fonctionnement de la société française, tout en offrant une sensibilisation à la langue orale.

A compter de 2009, la coexistence des ateliers socio-linguistiques et des formations linguistiques, mises en œuvre par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) sur une même zone géographique, permet de fonctionner en complémentarité dans une logique de parcours d'apprentissage du français. En milieu rural (échelon sous-préfecture bien souvent), les actions subventionnées permettent d'offrir une réponse à une demande importante.

Les ateliers socio-linguistiques sont financés par les programmes 104 et 147.

Pour être soutenus, les ateliers socio-linguistiques doivent répondre aux critères suivants :

- les projets proposés sont portés de préférence par des associations de proximité, favorisant le maintien ou la restauration du lien social dans les quartiers d'habitation. Des prestations complémentaires (garde d'enfants, assistance sociale,...) peuvent être également incluses ;
- les projets sont pour la plupart co-financés par les collectivités locales et territoriales ;
- ces ateliers doivent permettre une connaissance et une appropriation des droits, des obligations et de règles de vie quotidienne en France ;
- ils favorisent l'autonomie, l'émancipation, particulièrement des femmes ;
- ils apportent un soutien au projet personnel, qu'il s'agisse d'un projet d'autonomie sociale, d'un projet professionnel ou d'un projet d'engagement citoyen ;
- ils offrent aux participants un parcours personnalisé, pouvant déboucher sur l'entrée dans un dispositif d'apprentissage de la langue française, l'accès à la formation professionnelle, la recherche d'emploi et l'accès aux dispositifs spécifiques de l'ANPE.

La sensibilisation à la langue française au sein des ateliers se déroule sur une durée inférieure à 6 heures par semaine.

Contact DAIC :

- Christine Candide, chargée de mission, christine.candide@iminidco.gouv.fr

Fiche III-1-6

**Promouvoir l'apprentissage de la langue française
à visée professionnelle**

La formation linguistique est reconnue comme partie intégrante de la formation professionnelle et comme un droit inscrit dans le Code du travail (article L 900-6) depuis la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social.

Le ministère chargé de l'intégration a donc entrepris, depuis 2005, un travail de sensibilisation auprès de nombreux acteurs du secteur privé pour que l'apprentissage de la langue française soit effectivement pris en compte et financé par les plans de formation des entreprises et par les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) des branches professionnelles. L'objectif est que tout salarié, en situation de besoins, puisse suivre à son initiative une formation linguistique rémunérée lui garantissant une amélioration de ses compétences.

Le ministère encourage la signature d'accords avec les branches professionnelles pour développer les formations à la langue française. Il a ainsi signé avec :

■ Le fonds d'action formation du travail temporaire (FAF-TT), le 25 mai 2007

Cette collaboration s'articule autour des phases suivantes :

- la réalisation de référentiels de français ;
- l'expérimentation de ces référentiels dans les entreprises ;
- l'évaluation des référentiels et des dispositifs mis en place par un cabinet externe ;
- la diffusion des référentiels et des bonnes pratiques auprès des entreprises de travail temporaire.

Contact : www.faf-tt.fr

■ ADECCO, le 26 juin 2007

Cette collaboration s'articule autour des 4 axes suivants :

- faire un état des lieux des besoins de l'entreprise ;
- définir les besoins des candidats et des salariés intérimaires en matière d'apprentissage du français, oral et écrit, dans les secteurs cibles du travail temporaire, notamment l'industrie, le bâtiment et les travaux publics (BTP), la logistique, l'hôtellerie-restauration... ;
- concevoir et mettre en œuvre des ingénieries de formation adaptées aux besoins des candidats et des salariés intérimaires ;
- informer le réseau des agences Adecco France, des résultats des travaux par la diffusion des outils produits.

Contact : www.adecco.fr

■ **VINCI février 2009**

Cette collaboration s'inscrit autour de deux axes de collaboration :

- faciliter l'accès à l'emploi direct des signataires du CAI,
- contribuer à la mise en œuvre des plans de formation visant l'apprentissage du français par les salariés. Pour ce dernier point il s'agit de l'enregistrement du français parlé en situation de travail dans les travaux publics.

Contact : www.vinci.com

* * *

Les accords cadre sont signés par le ministère et les opérateurs concernés. Un suivi des accords est effectué dans le cadre de comités de pilotage réunissent les signataires de l'accord. Au niveau local, ce suivi se décline par la mise en œuvre de formations linguistiques à visée professionnelle élaborées à partir de référentiels spécifiques.

Contact DAIC :

- Christine Candide, chargée de mission, christine.candide@iminidco.gouv.fr,
www.immigration.gouv.fr

Fiche III-1-7**Accompagner les signataires du CAI vers l'emploi :
le bilan de compétences professionnelles**

La loi du 20 novembre 2007 a rendu obligatoire le suivi d'un bilan de compétences professionnelles pour tout signataire du contrat d'accueil et d'intégration, sauf exceptions très limitées si la personne est déjà pourvue d'un emploi ou en instance de l'être. Le décret n° 2008-1115 du 30 octobre 2008 précise les modalités d'organisation du bilan et le contenu des échanges d'informations entre l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) et le Pôle Emploi.

La mise en œuvre de ce dispositif, qui couvre la métropole et des DOM, est faite par des prestataires retenus par l'OFII, dans le cadre d'un marché public.

Le bilan de compétences professionnelles vise à permettre aux étrangers qui arrivent en France pour y séjourner durablement de connaître et de valoriser leurs expériences passées, leurs compétences professionnelles ou leurs savoir-faire dans une recherche d'emploi. Il s'effectue avant la fin du contrat d'accueil et d'intégration dès lors que la personne a acquis une connaissance suffisante de la langue française pour en tirer tout le bénéfice. Il lui est alors remis un exemplaire du bilan, un autre étant envoyé à l'OFII, qui en adresse une copie à Pôle Emploi. Une orientation de la personne peut également être proposée.

Pour la période du 1^{er} février 2009 au 31 décembre 2009, 55 618 bilans de compétences ont été prescrits. Une première étude sur les bilans réalisés, pour la période du 1/02/09 au 30/09/09, montre que :

- le bilan est prescrit à 62 % des signataires du CAI, soit plus de 41 000 personnes ;
- parmi les personnes qui ont passé le bilan,
 - 22 % sont directement employables,
 - 34 % manifestent un intérêt pour les secteurs porteurs (services à la personne, propreté, BTP, hôtellerie-restauration, informatique),
 - 22 % rencontrent des difficultés notamment en raison d'un niveau linguistique faible, d'un manque d'expériences ou de qualification, de difficultés de reconnaissance de diplômes,
 - 25 % doivent bénéficier d'actions de formation ou d'accompagnement,
 - 6 % sont très loin de l'emploi et doivent suivre un accompagnement social.

Par sa forme interactive et participative, le bilan de compétences apparaît comme une démarche favorable à l'adaptabilité à l'emploi des signataires du CAI. En effet, les personnes apprécient tout particulièrement de bénéficier d'une prestation individuelle adaptée à leurs besoins et permettant de répondre à leurs questions.

Contacts DAIC :

- Patrick Aubert, Chef du bureau de l'intégration professionnelle,
patrick.aubert@iminidco.gouv.fr
- Agnès Jolivet-Lequien, chargée de mission, agnes.jolivet-lequien@iminidco.gouv.fr

Fiche III-2-1

Favoriser l'accès rapide à l'emploi des signataires du CAI

■ Problématique

Les étrangers signataires du contrat d'accueil et d'intégration (CAI) rencontrent de nombreux obstacles dans leur insertion professionnelle et trouvent souvent des emplois qui ne correspondent pas à leurs qualifications et fréquemment dans des métiers éloignés de leur formation ou de leur expérience dans le pays d'origine.

Dans le même temps, beaucoup d'entreprises, notamment dans des secteurs économiques en développement ou à fort potentiel en main d'œuvre, ne trouvent pas à pourvoir des emplois disponibles.

Il s'agit donc de mieux orienter les demandeurs d'emploi signataires du CAI et de raccourcir les délais d'accès à l'emploi, en mobilisant le Pôle emploi, des branches professionnelles confrontées à des difficultés de recrutement et de grands réseaux économiques

■ Priorités d'actions du ministère

Dans la suite du bilan de compétences professionnelles institué par la loi du 20 novembre 2007 sur la maîtrise de l'immigration et mis en place par le décret n°2008-1115 du 30 octobre 2008, des accords de partenariat sont conclus entre la DAIC et l'OFII (et éventuellement d'autres institutions comme la DGEFP, Pôle Emploi, DGCS...) :

- avec des représentants de branches professionnelles connaissant des difficultés de recrutement : services à la personne (ANSP), transports (AFT-IFTIM), propreté (FEP), hôtellerie-restauration (UMIH), économie sociale (USGERES), informatique (SYNTEC Informatique) en vue de renforcer l'information des prestataires de bilans de compétences et des auditeurs de l'OFII sur les métiers et les conditions d'accès à ces emplois, et pouvoir faire bénéficier des signataires du CAI de formations en relation avec ces métiers ou de mesures d'accès à l'emploi dans ces secteurs économiques ;
- avec de grands réseaux économiques, comme l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH), la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), IMS-Entreprendre pour la cité, pour expérimenter avec des entreprises dans quelques départements des solutions directes d'accès à l'emploi dans des entreprises (organisation de forums d'accès à l'emploi ou de « job datings », de coaching et parrainages et de préparations de demandeurs d'emploi par des cadres ou chefs d'entreprises) ;
- avec de grands réseaux associatifs : l'AFIJ pour l'insertion de jeunes diplômés de nationalité étrangère, FTDA pour construire des parcours de mobilité en aidant des signataires du CAI à trouver un emploi et un logement dans une autre région, le CNIDFF pour faciliter l'accès à l'emploi de femmes primo-arrivantes ;
- avec de grands groupes industriels, comme Vinci pour les métiers du BTP, de l'énergie et des concessions, pour tester des méthodes d'intégration rapide de primo-arrivants dans les filiales du groupe ; Manpower, en vue de faciliter l'accès à des métiers en tension par la voie de l'intérim ; le groupe Casino, sur des métiers de la logistique dans ses entrepôts et Coca-Cola Entreprise, pour préparer les demandeurs d'emploi primo-arrivants à l'entretien collectif d'embauche.

■ Actions qui peuvent être conduites au niveau régional ou départemental

- Conduite de diagnostics locaux sur l'accès à l'emploi des primo-arrivants, en partant des informations de l'OFII et émanant des prestataires de bilans de compétences professionnelles ;
- Conclusion de partenariats avec les représentants régionaux ou départementaux de branches professionnelles, notamment celles qui ont signé des accords au niveau national ;
- Partenariats avec des clubs locaux d'entreprises, comme FACE, ANDRH, clubs entreprises et quartiers de l'IMS, GEIQ, CREPI... ou des clubs d'acteurs locaux agissant en matière d'insertion professionnelle (CBE, PLIE...), en vue de monter des actions d'accès à l'emploi de signataires du CAI ou de plus généralement de personnes de nationalité étrangère ;
- Conclusion de partenariats avec des entreprises volontaires pour accueillir des primo-arrivants ou des étrangers : offres de stages, participation à des forums de recrutement, actions de parrainage...;
- Rapprochement avec les entreprises de travail temporaire et les structures d'insertion par l'activité économique, qui accueillent des publics primo-arrivants ou étrangers en nombre important, pour examiner avec elles les difficultés spécifiques que peut rencontrer ce public et mettre en place des programmes facilitant leur intégration dans un emploi durable ;
- Appui à des actions de réseaux associatifs facilitant l'accès à l'emploi des jeunes diplômés, des femmes ou de publics en difficulté d'insertion professionnelle, à condition qu'elles concernent largement les publics primo-arrivants et immigrés.

■ Contacts nationaux

- Agence nationale des services à la personne (ANSP) : Monique Bosquain, monique.bosquain@servicesalapersonne.gouv.fr, www.servicesalapersonne.gouv.fr
- Association pour la formation dans les transports (AFT-IFTIM) : Mireille Fric, mireille.fric@aft-iftim.com, www.aft-iftim.com
- Fédération des entreprises de propreté (FEP) : Fabienne Estrampes, festrampes@federation-proprete.com, www.proprete-services-associes.com
- Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) : Dominique Gestin, dominique.gestin@umih.asso.fr, www.umih.fr
- Union de syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale (USGERES) : Judicaël Benet, jbenet@usgeres.fr, www.usgeres.fr
- SYNTEC Informatique : Michaël Hayat, mhayat@syntec-informatique.fr, www.syntec-informatique.fr
- Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH) : Catherine Tripon, ctripon@andrh.fr, www.andrh.fr
- Fondation agir contre l'exclusion (FACE) : Anne Gallot, a.gallot@fondationface.org, www.fondationface.org
- IMS-Entreprendre pour la cité : Patricia Charrier, charrier@imsentreprendre.com, www.imsentreprendre.com
- Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIJ) : Naouel Amar, amar@afij.org, www.afij.org
- France terre d'asile (FTDA) : Fatiha Mlati, fmalati@france-terre-asile.org, www.france-terre-asile.org
- Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF) : Lorraine Nicolas, lnicolas@cnidff.fr, www.cnidff.fr

- Groupe Vinci : Catherine Giner, catherine.giner@vinci.com, www.vinci.com
- Manpower : Michel Ingargiola, michel.ingargiola@manpower.fr, www.manpower.fr
- Groupe Casino : Mansour Zoberi, mzoberi@groupe-casino.fr, www.groupe-casino.fr
- Coca-Cola Entreprise : Alain Harrari, alharrari@cokecce.com, www.coca-cola-entreprise.fr

Contact DAIC :

- Patrick Aubert, chef du bureau de l'intégration professionnelle, patrick.aubert@iminidco.gouv.fr

Fiche III-2-2

Mobiliser le service public de l'emploi pour l'insertion professionnelle des primo-arrivants et des immigrés

■ Problématique

Il s'agit de créer, au plan national comme au niveau local, une articulation efficace entre le Service public de l'accueil (OFII et prestataires de bilans de compétences professionnelles), des institutions du Service public de l'emploi (Pôle Emploi et Conseil national des missions locales) et les entreprises, en vue de mieux orienter les demandeurs d'emploi, signataires du CAI, de raccourcir les délais d'accès à l'emploi et de prévenir les discriminations.

■ Priorités d'actions du ministère de l'immigration (DAIC)

a) accord avec Pôle Emploi

Un accord cadre pluriannuel (2010–2012) a été signé le 3 mars 2010 entre les ministères de l'intégration (DAIC), de l'emploi (délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle), l'OFII, et Pôle Emploi.

Il prévoit :

- l'adaptation des prestations de Pôle Emploi (ateliers et conseils personnalisés pour préparer l'entretien d'embauche, recours à la méthode de recrutement par simulation, évaluations en milieu de travail...) afin de faciliter l'intégration professionnelle des étrangers primo-arrivants ;
- la nomination de correspondants régionaux ou départementaux de l'OFII et du Pôle emploi et l'organisation de réunions interrégionales, en vue d'intensifier les échanges au niveau local entre les plates formes de l'OFII, les prestataires de bilans de compétences professionnelles et les directions territoriales de Pôle Emploi ;
- l'évaluation par l'OFII et Pôle Emploi de l'efficacité du dispositif du bilan de compétences professionnelles ;
- le rapprochement des données informatiques du Pôle Emploi et de celles de l'OFII, en vue de pouvoir identifier et suivre le parcours d'accès à l'emploi des signataires du CAI, notamment à partir de l'exploitation des informations tirées du bilan de compétences professionnelles ;
- la définition de prestations d'accès ou d'adaptation à l'emploi pour les étrangers dans les cinq premières années, notamment dans le domaine linguistique et de la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
- la prévention des discriminations au sein des services de Pôle Emploi et au niveau local, notamment par son implication dans les plans territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations.

b) rapprochement avec le Conseil national des missions locales (CNML)

La coopération entre la DAIC et le CNML porte sur les points suivants :

- le développement de l'implication des missions locales dans la mise en œuvre de la politique d'accueil et d'intégration afin de permettre aux jeunes primo-arrivants accueillis sur les plates

formes OFII d'être orientés vers une mission locale pour les accompagner dans leur parcours d'intégration ;

- la sensibilisation des missions locales au label diversité, notamment via le site internet du CNML. Ce site donnera toutes les informations utiles pour l'obtention de ce label.

■ Actions qui peuvent être conduites au niveau régional ou départemental

- Déclinaison au niveau régional et local de l'accord cadre signé avec Pôle Emploi ;
- Rapprochement avec les services du Pôle Emploi, en liaison avec l'OFII, pour expérimenter des dispositifs de reconnaissance en situation de travail des aptitudes et habiletés acquises par les primo-arrivants dans le pays d'origine, et définir des dispositifs personnalisés d'accompagnement vers l'emploi ;
- Implication, avec Pôle Emploi, dans les plans territoriaux de lutte contre les discriminations, pour que les publics primo arrivants et immigrés soient bien pris en compte dans les diagnostics et les actions prévues au titre de ces plans ;
- Association de l'animateur régional des missions locales aux réunions de préparation et de suivi des PRIPI, en vue de favoriser le renforcement du partenariat entre les plates formes de l'OFII et les missions locales. Il s'agira en particulier de mieux faire connaître l'offre de service des missions locales aux auditeurs de l'OFII et aux prestataires des bilans de compétences professionnelles ;
- organisation au niveau régional de formations et d'échanges d'informations entre les réseaux de l'OFII et des missions locales pour une meilleure connaissance réciproque.

■ Contacts nationaux

- Pôle Emploi : Nicole Brejou nicole.brejou@pole-emploi.fr www.pole-emploi.fr
- Conseil national des missions locales (CNML) :
Amaria Sekouri, amaria.sekouri@finances.gouv.fr,
Pierrette Catel, pierrette.catel@finances.gouv.fr,
www.cnml.gouv.fr

Contacts DAIC :

- Patrick Aubert, chef du bureau de l'intégration professionnelle, patrick.aubert@iminidco.gouv.fr
- Alette François, chef du bureau de l'accueil en France et de la formation linguistique, aliette.francois@iminidco.gouv.fr

Fiche III-2-3

Promouvoir la diversité dans les recrutements et les carrières

■ Problématique

Les entreprises ne reflètent pas suffisamment la composition de la population française (origine, âges, sexes, personnes handicapées...) et les discriminations à l'embauche et dans la carrière sont encore trop importantes. Il est donc indispensable que l'Etat accompagne les employeurs dans la création de méthodes permettant le développement de la diversité et de répondre ainsi à leurs besoin de compétences professionnelles. Cela facilitera également un accès à l'emploi plus rapide des étrangers primo-arrivants, des immigrés et des personnes issues de l'immigration.

■ Priorités d'actions du ministère

a) mise en place du label diversité

La Charte de la diversité a été créée fin 2004 à l'initiative de Claude Bebear et est maintenant signée par plus de 2600 entreprises et autres structures publiques et privées. IMS-Entreprendre pour la cité assure le secrétariat général de la charte et un comité d'orientation, composé de représentants d'une quinzaine de structures (directions de ministères, dont la DAIC, organisations patronales, chambres consulaires, grands réseaux économiques, HALDE et ACSE...) facilite sa promotion.

Pour aller plus loin et reconnaître objectivement les progrès faits par les employeurs pour prévenir les discriminations et promouvoir la diversité dans leur politique, leurs recrutements et dans la gestion des ressources humaines, un label diversité a été préparé par la DAIC, avec l'appui des ministères du travail et de l'emploi et avec l'aide de l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH). Le Président de la République a annoncé la création de ce label, en décembre 2008, qui a été mis en place par décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008.

Quelles sont les caractéristiques du label diversité ?

- Ce label est la propriété de l'Etat (ministère chargé de l'intégration) ;
- Il concerne tous les employeurs publics et privés, quelle que soient leur taille, qui doivent mettre en avant des critères objectifs de recrutement et de gestion des carrières ;
- Il porte sur la prévention de toutes les discriminations reconnues par la loi : 'origine des personnes, âge, handicap, sexe, orientation sexuelle, religion, engagement syndical et mutualiste, opinions politiques ;
- Il tient compte de la nature des structures candidates ;
- L'évaluation du dispositif du candidat s'apprécie par rapport aux seules exigences du cahier des charges du label diversité. Il s'articule autour de 5 critères: 1) état des lieux de la diversité dans l'organisme 2) examen de la politique diversité 3) communication interne, sensibilisation, formation, 4) prise en compte de la diversité dans les activités de l'organisme 5) évaluation et axes d'amélioration de la démarche diversité ;
- Le label est délivré pour 3 ans avec une évaluation intermédiaire à 18 mois, par Afnor Certification, organisme labellisateur, sur avis d'une commission de labellisation de 20 membres présidée par le DAIC (Etat, patronat, syndicats, experts désignés par l'ANDRH).

Quel est l'état des lieux en mars 2010 ?

90 entreprises et structures sont labellisées : 23 grandes entreprises, 27 entreprises de taille moyenne de 150 à 900 salariés, 35 PME et TPE, 2 structures du service public de l'emploi, 1 école de formation supérieure, 1 groupe de protection sociale et de retraite, 1 association ; plus de 14 600 sites de travail concernés ; 540 000 salariés sont concernés par la labellisation dans ces entreprises.

Quelles sont les perspectives pour 2010 ?

- En vue de faciliter l'accès du label aux PME et aux fonctions publiques, le cahier des charges du label a été revu par deux groupes de travail de la commission de labellisation en 2009 et trois versions de lecture (grandes et moyennes entreprises, PME, structures publiques) sont disponibles sur le site d'Afnor certification depuis début mars 2010 ;
- Un guide de lecture du cahier des charges va également être préparé par Afnor Certification durant le premier semestre 2010, avec l'aide de la DAIC et d'un groupe d'experts. Il s'agira de décliner les exigences du cahier des charges (bonnes pratiques, documents utiles) en l'adaptant à tous les types d'employeurs ;
- D'autres outils pratiques et adaptés seront conçus en 2010, notamment pour faciliter l'accès du label aux PME et réduire la durée et le coût de l'audit : document d'auto-diagnostic, devis en ligne, plaquette de présentation du label diversité ;
- Afnor Certification va également proposer pour les PME un système de pré-labellisation progressif ;
- Enfin, les opérations de sensibilisation, de communication et de promotion du label seront intensifiées, notamment avec l'Association française des managers de la diversité, (tour de France de la diversité prévu à l'automne 2010 ; remises collectives de labels) et avec l'ANDRH ou FACE.

b) mobilisation des institutions du monde économique et des entreprises

La DAIC a conclu des accords de partenariat avec des chambres consulaires (ACFCI), des regroupements d'entreprises ou de DRH (FACE, IMS, ANDRH), des syndicats, des structures favorisant l'insertion professionnelle (AFIJ, AFIP), de grandes entreprises, pour mettre en place des outils de promotion de la diversité.

Parmi ces accords, un accent particulier a été mis depuis 2008 sur la mobilisation du secteur de l'économie sociale (800 000 entreprises, 2 millions de salariés) : un accord triennal a été signé le 28 janvier 2008 entre le ministre en charge de l'intégration et deux des principales organisations patronales du secteur, le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA) et l'Union de syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale (USGERES). La Fondation MACIF est également associée à ce partenariat.

■ Actions qui peuvent être conduites au niveau régional ou départemental

- Promotion de la charte de la diversité (exemple : tour de France de la diversité), organisation d'échanges entre entreprises ou structures signataires ;
- Information des entreprises, acteurs économiques et associatifs, ainsi que des collectivités territoriales, sur le label diversité et les conditions de candidature (cf. le site www.afnor.org/certification/lbh004) ;
- Sensibilisation des DIRECCTE, en vue de mobiliser des fonds d'aide au conseil dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), pour les PME souhaitant se préparer au label diversité ;

- Mobilisation des clubs locaux d'entreprises, des chambres de métiers (CMA) et des CCI, et des structures facilitant l'insertion professionnelle sur les enjeux de la diversité : conclusion d'accords de partenariat, soutien technique et financier ;
- Promotions et appuis aux initiatives et projets des structures favorisant, par des actions de parrainage, de coaching ou de mise en relation directe avec des entreprises, l'intégration professionnelle des jeunes diplômés étrangers ou immigrés (AFIJ ou AFIP, par exemple) ;
- Actions spécifiques en direction de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, fondations, associations...) et notamment avec les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS).

■ Personnes ressources/ partenaires nationaux

- AFNOR Certification : Thierry Geoffroy, thierry.geoffroy@afnor.org, www.afnor.org
- IMS-Entreprendre pour la cité : Fella Imalayenne, imalayenne@imsentreprendre.com, www.imsentreprendre.com
- Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH) : Catherine Tripon, ctripon@andrh.fr, www.andrh.fr
- Fondation agir contre l'exclusion (FACE) : Anne Gallot, a.gallot@fondationface.org
- Assemblée des chambres françaises de Commerce et d'industrie (ACFCI) : Gilles Daniel, g.daniel@acfc.cci.fr, www.acfc.cci.fr
- Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (AFIJ) : Naouel Amar, amar@afij.org, www.afij.org
- Association pour favoriser l'intégration professionnelle : Carole da Silva, cds@afip.asso.org, www.afip-asso.org
- Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA) : Martine Bacciochini, martine.bacciochini@gema.fr, www.gema.fr
- Union de syndicats et groupements d'employeurs représentatifs dans l'économie sociale (USGERES) : Judicaël Benet, jbenet@usgeres.fr, www.usgeres.fr
- Fondation MACIF : Roselyne Sérac, rserac@macif.fr, www.fondation-macif.org

Contact DAIC :

- Christophe Birault, adjoint au chef du bureau de l'intégration professionnelle, christophe.birault@iminidco.gouv.fr

Fiche III-2-4

Encourager la création d'activités par les immigrés

■ Problématique

La création d'entreprises par les étrangers originaires de pays extérieurs à l'Union Européenne montre leur dynamisme, puisqu'ils représentent chaque année 7,3 % (24 000) des 325 000 créations d'entreprises en France, alors qu'ils ne représentent que 5,4 % de la population active. Par ailleurs, ils créent plus d'emplois que les Français, mais leurs entreprises sont plus fragiles, car 60 % disparaissent au bout de 5 ans, surtout dans le secteur de la construction.

Si la création d'entreprise permet à beaucoup d'étrangers ou de migrants de sortir du chômage ou de l'activité informelle, elle représente aussi un risque certain si elle n'est pas bien encadrée : ainsi, les étrangers ont moins recours que les français au crédit bancaire, aux aides à la création d'activité, aux dispositifs d'accompagnement. Leur connaissance insuffisante de la langue française ou des procédures administratives, fiscales et comptables, leur dépendance vis-à-vis d'un trop faible nombre de clients, font que leurs entreprises sont beaucoup plus vulnérables.

Il apparaît donc essentiel, pour favoriser et consolider la création d'activités par ce public, de mettre au point des outils et des méthodes pour mieux sensibiliser et mobiliser les principaux réseaux d'appui et d'accompagnement à la création d'entreprise et de les faire mieux connaître par le public immigré. C'est dans cet objectif que la DAIC a abordé les principaux acteurs de la création d'activités, et cela par deux types d'actions.

■ Priorités d'actions du ministère

La mobilisation de tous les acteurs de la création d'activités passe par deux types d'actions :

a) Le partenariat avec l'Agence nationale pour la création d'activités (APCE)

L'APCE a mis en place en 2008 un forum de sensibilisation et d'accompagnement adapté aux créateurs étrangers ou issus de l'immigration. Plus de 70 structures, associations, chercheurs... ont été auditionnés.

Ce forum a permis de :

- dresser des portraits de porteurs de projets immigrés, issus de la diversité ou des quartiers ;
- analyser l'accompagnement de ces populations par les réseaux spécialisés, les obstacles rencontrés et les spécificités ;
- faciliter leur accompagnement et satisfaire leurs besoins spécifiques.

Afin de rendre compte de ces travaux et de promouvoir la création d'entreprises par les personnes de nationalités étrangères, issus de l'immigration ou des quartiers, la DAIC, l'APCE, et l'ACSE ont organisé un colloque en décembre 2009. Les débats ont notamment prouvé que la création d'entreprise constitue un remarquable facteur d'intégration, et que tous les ans grâce à ces nouvelles entreprises près de 40 000 emplois sont créés (chefs d'entreprises et salariés).

Ce travail de partenariat ancien entre la DAIC et l'APCE a permis de mettre en place une rubrique dédiée à la création d'activités par les étrangers dans le site Internet de l'APCE. Des informations pratiques y sont dispensées notamment aux signataires du CAI.

b) Mobilisation des réseaux d'appui à la création d'entreprise

La DAIC mobilise depuis quelques années les principaux réseaux d'appui à la création d'entreprise et de microcrédit, afin qu'ils connaissent mieux les créateurs étrangers ou immigrés et portent une attention particulière aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Ainsi, des supports de communication destinés aux porteurs de projets, en français, arabe, anglais et turc ont été réalisés et diffusés, avec l'appui de l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie). Avec France initiative et le Réseau Entreprendre, le partenariat a notamment permis un recensement de bonnes pratiques, au sein de leurs structures locales. Avec le soutien de La Nouvelle PME, les créateurs migrants ont pu accéder à un réseau social et de services créé par l'association, qui leur a permis de pérenniser et développer leurs entreprises.

Ces actions seront prochainement renforcées par la conclusion d'un accord avec le Réseau des Boutiques de Gestion, notamment en vue de mettre en place un centre ressources dédié à la création par les publics migrants.

■ Actions pouvant être mises en œuvre au niveau régional ou départemental

- Constitution, mobilisation et animation d'un réseau réunissant les acteurs et organismes d'appui à la création d'activités travaillant avec ou pour les publics migrants ;
- Développement d'une communication spécifique à destination de ce public (supports de communication spécifiques par exemple) et de formations à la création d'activité, en s'appuyant sur les réseaux associatifs existants ;
- Sensibilisation à la création d'activités par l'intervention auprès des signataires du CAI, d'agents spécifiques de sensibilisation à l'entrepreneuriat, lorsqu'ils existent, (à l'exemple de ceux mis en place à l'initiative du conseil régional Ile de France) ;
- Sensibilisation des associations accompagnant la création d'entreprise par les migrants, notamment au moyen de séminaires de formation à l'inter-culturalité.

■ Contacts nationaux

- Agence pour la création d'entreprise (APCE) : Radede Kerboudj, kerboudj@apce.com, www.apce.com
- Association pour le Développement de l'Initiative Economique (ADIE) : Emilie Caron, ecaron@adie.org, www.adie.org
- Réseau Entreprendre : Frédéric Fourgous, ffourgous@reseau-entreprendre.org, www.reseau-entreprendre.org
- France Initiative : Marc Olagnon, molagnon@france-initiative.fr, www.france-initiative.fr
- La Nouvelle PME : Abdellah Aboulharjan, abdellah@lanouvellepme.fr, www.lanouvellepme.fr
- Réseau des Boutiques de gestion : Brigitte Ferry, ferry@boutiques-de-gestion.com, www.boutiques-de-gestion.com

Contact DAIC :

- Arbia Guezgouz, chargée de mission, arbia.guezgouz@iminidco.gouv.fr

Fiche III-3-1**Préparer le traitement d'un foyer de travailleurs migrants par un diagnostic social (maitrise d'œuvre urbaine et sociale)****■ Problématique**

Dans la phase de cadrage du traitement (rénovation, construction/démolition...) d'un foyer de travailleurs migrants (FTM), il est souvent besoin de procéder à un diagnostic social portant sur les résidents de l'établissement afin d'affiner la connaissance de leur situation et de leurs besoins. Ce diagnostic social se fait dans le cadre d'une Maitrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS).

Le cas échéant, cette MOUS peut également aider à la rédaction du projet social de la résidence sociale (RS) et au plan de relogement des résidents pendant et après les travaux.

Il est généralement fait appel à un prestataire autre que le gestionnaire pour mener à bien cette mission (appel à candidatures). Mais ce dernier peut aussi assurer lui-même cette fonction.

Le financement de la MOUS se répartit de façon variable entre différentes sources possibles :

- à hauteur de 50 % maximum : les DDE/DDT ou les collectivités locales dans le cadre d'une convention de délégation de compétence pour les aides à la pierre, ou l'ANRU ;
- le propriétaire et/ou le gestionnaire du foyer ;
- l'Union des Entreprises et des Salariés pour le Logement (UESL) (financement centralisé du « 1 % Logement ») ;
- le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, par le biais des crédits du BOP 104 déconcentré ;
- les collectivités locales.

■ Priorité d'actions pour le ministère

Il est souhaitable de rénover en priorité (et donc mettre en place des MOUS) les FTM les plus éloignés des normes actuelles de logement, sur lesquels seront centrés les financements de l'UESL. Mais d'autres FTM peuvent également être traités.

Le rôle de la Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI) est de deux ordres dans ce contexte :

- un rôle de conseil et d'expertise pour les acteurs du traitement d'un FTM ;
- la validation des MOUS (contenu et financement) pour lesquelles un financement UESL est demandé. L'UESL n'examine que des dossiers transmis par la CILPI.

■ Ressources et contacts

- Gestionnaires de foyers de travailleurs migrants présents dans la région ou le département.
- Opérateurs (bureaux d'étude, associations...) intervenant sur des problématiques de ce genre : accès au logement très social, hébergement, politique de la ville, populations immigrées... dont l'expertise est reconnue localement ou nationalement. Des contacts sont possibles avec la CILPI à ce sujet.
- CILPI, Pierre-Yves Reberieux, Délégué général, pierre-yves.reberieux@iminidco.gouv.fr, cilpi@iminidco.gouv.fr

Fiche III-3-2

Répondre aux besoins des résidents de foyers de travailleurs migrants (FTM) ou de résidences sociales (RS) issues de FTM

■ Problématique

Les résidents de FTM et RS issues de FTM sont souvent confrontés à de nombreuses difficultés :

- accès effectif aux droits (par exemple retraite, APA), à la santé et aux soins...
- isolement culturel et social (parfois au sein même des établissements).

Ces difficultés sont accentuées, en FTM surtout, par un bâti inadapté (particulièrement pour des personnes âgées) et parfois dégradé, et par le fait que ces établissements ont longtemps vécu à l'écart de la ville et des préoccupations et interventions des dispositifs de droit commun. Il est donc nécessaire d'améliorer leurs conditions de logement au sein de l'établissement : c'est l'objet du plan de traitement des FTM et des financements du Fonds européen pour l'intégration (FEI) pour l'achat de mobilier.

Il est tout aussi important d'apporter des réponses à des besoins particuliers par la mise en place d'actions de proximité favorisant l'intégration : prévention médico-sociale, soins, maintien à domicile, accès aux droits, expression culturelle, alphabétisation, formation... Ces actions, menées en mobilisant les dispositifs de droit commun et/ou des associations locales intervenant de manière spécifique, ont pour objectif de favoriser l'insertion sociale des résidents dans l'établissement, le quartier, la ville et permettent de développer des réponses adaptées aux besoins de ces publics. Elles peuvent se dérouler au sein de l'établissement ou à l'extérieur.

■ Priorité d'actions pour le ministère

L'élément essentiel est de **mobiliser les dispositifs de droit commun** ainsi que les acteurs des politiques locales ou régionales. Ces actions doivent être conçues dans un cadre partenarial et reposer, le plus possible, sur plusieurs financements, dont le BOP 104 déconcentré.

Parmi ces actions, un axe majeur pour le ministère est **l'accompagnement du vieillissement** des résidents : accès à la santé et aux droits, maintien à domicile dans ses différentes modalités...

Dans cette même logique, seront mis en place dès 2010, à partir d'un financement du Fond Européen d'Intégration (FEI), un nombre limité de postes destinés à favoriser la mise en réseau des services de droit commun pour apporter des réponses aux besoins des résidents âgés migrants, vivant dans plusieurs établissements d'un même gestionnaire situés sur un même territoire.

■ Ressources et contacts

- Gestionnaires de foyers de travailleurs migrants présents dans la région ou le département.
- UNAFO : Union des professionnels de l'hébergement social (29/31 Rue Michel-Ange 75016 PARIS ; tél: 01 40 71 71 10).
- CILPI, Pierre-Yves Reberieux, Délégué général, pierre-yves.reberieux@iminidco.gouv.fr

Fiche III-4-1

Valoriser la culture et la mémoire de l'immigration

■ Problématique

L'immigration en France est un phénomène ancien et constant; toutefois, l'histoire de l'immigration demeure mal connue et les apports des immigrés à la société française sont insuffisamment mis en lumière. La mémoire des immigrations fait également partie des mémoires individuelles ou collectives - parfois opposées ou conflictuelles - qui sous-tendent l'inscription des immigrés dans la société française et qui doivent être valorisées. L'un des objectifs de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration est de rendre accessible au grand public cette histoire et ces mémoires. Les programmes scolaires ont été récemment revus pour mieux prendre en compte cette dimension comme partie intégrante de l'Histoire de France.

■ Priorités d'action du ministère

La DAIC, par le biais du soutien à plusieurs institutions et associations mentionnées ci-dessous, œuvre à :

- valoriser l'histoire et la mémoire de l'immigration en France ;
- faire évoluer les représentations sur l'immigration et valoriser les parcours réussis d'intégration ;
- favoriser la production et la diffusion de supports grand public, notamment dans les médias, valorisant l'apport des migrations et les parcours réussis d'intégration.

Parmi les associations que la DAIC soutient, certaines peuvent être des ressources mobilisables localement pour des manifestations culturelles ou des partenariats avec les établissements scolaires.

■ Contacts et ressources

- CNHI (cf. fiche annexe)
- L'EPRA (Échanges et productions radiophoniques) :
Il s'agit d'une structure tête de réseau de 143 radios adhérentes qui produisent et reçoivent les programmes de l'EPRA. Créé en 1992 à l'initiative des pouvoirs publics, son objectif est de mettre en œuvre une banque de programmes radiophoniques favorisant l'intégration en France des populations immigrées ou issues de l'immigration, destinés à l'ensemble du secteur radiophonique. Sur son site epra.net, le GIP propose 30.000 émissions qui donnent des instantanés riches et variés de la vie sociale et culturelle en France depuis bientôt deux décennies.
www.epra.fr, site général
www.epra.net, archives sonores

Contact DAIC :

- Malika Bentaïeb, chargée de mission, malika.bentaieb@iminidco.gouv.fr

Quelques associations :**■ Génériques**

L'association a pour objectif de mieux faire connaître, valoriser et préserver l'histoire et la mémoire de l'immigration en France et en Europe. Elle édite la revue *Migrance*. Elle a réalisé le recensement et la mise en valeur des archives de l'histoire de l'immigration (archives publiques et privées). L'association Génériques présente du 17 novembre 2009 au 18 avril 2010, l'exposition « *Générations, un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France* » à la CNHI. M. Driss El Yazami, Délégué général www.generiques.org

■ Coup de Soleil

Association tête de réseau, elle a 6 sections régionales (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Provence et Rhône-Alpes) et une section départementale (Pyrénées-Orientales).

Coup de Soleil a pour objectif de réunir celles et ceux qui ont un lien de vie ou d'amitié avec le Maghreb pour promouvoir toutes les formes de manifestations culturelles susceptibles de mieux faire connaître ces populations et leur contribution à la vie nationale. Elle organise des événements tels que le Maghreb des Livres et le Maghreb des films.

M. Georges Morin, président, association@coupdesoleil.net

■ Paroles d'Hommes et de Femmes

L'association a pour but de favoriser la collecte de la mémoire et sa transmission sous toutes ses formes, dans tous les lieux possibles. Son projet *100 témoins 100 écoles* a fait témoigner des aînés migrants francophones devant des jeunes scolarisés sur leur parcours de migration de leur pays d'origine à leur lieu de vie en France. Leur parcours sont édités sous forme de bande dessinée. Un répertoire de la bande dessinée migrante est en cours de création : www.parolesdhommesetdefemmes.fr/la-bande-dessinee-migrante-rubrique59.html.

Des remontées très intéressantes dans le lien suivant : www.parolesdhommesetdefemmes.fr/la-bande-dessinee-pour-les-collectivites-institutions-fle-rubrique66.html

M. Frédéric Praud, délégué général, parolesdhommesetdefemmes@orange.fr

Fiche III-4-2

Faire connaître l'histoire de l'immigration : la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et son réseau

La Cité Nationale de l'Histoire de l'immigration (CNHI) a ouvert ses portes le 10 avril 2007. L'établissement culturel est en large partie financé par le ministère en charge de l'intégration, qui en exerce la co-tutelle avec le ministère de la Culture, le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Recherche.

La CNHI est chargée de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIXe siècle et de contribuer ainsi à la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et de faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France.

- Elle abrite le musée national de l'Histoire et des Cultures de l'immigration, chargé de conserver et de présenter au public des collections représentatives de l'histoire, des arts et des cultures de l'immigration et conserve les biens culturels.
- Elle est également forte d'un centre de ressources contenant les documents et informations de toute nature, portant sur l'histoire et les cultures de l'immigration ainsi que sur l'intégration des personnes qui en sont issues, y compris dans leurs dimensions économique, démographique, politique et sociale, et les diffuser, notamment par voie numérique, aux publics et aux professionnels.
- Enfin, elle a un réseau de partenaires, constitué notamment d'associations, de collectivités territoriales, d'institutions scientifiques et culturelles, d'entreprises et d'organisations syndicales poursuivant des objectifs similaires. Le réseau de la Cité est ouvert aux initiatives locales. La Cité recense et diffuse les projets portant sur l'histoire et la mémoire de l'immigration.

Des rencontres régionales rassemblant les partenaires membres du réseau ont lieu périodiquement. Depuis l'ouverture de la Cité, il y a eu trois 3 rencontres régionales (Paca, Rhône-Alpes, Aquitaine, Basse Normandie) et un forum national en 2007. En 2010, des rencontres sont prévues en Languedoc-Roussillon, en Bretagne et Pays de la Loire et en Alsace) ainsi qu'un forum national en avril 2010 au Palais de la Porte Dorée.

Le réseau compte 4 500 partenaires et parmi eux, certaines associations dont l'expertise est reconnue, ont signé des conventions-cadre :

- **AIDDA** : 26, rue Montcalm – 75018 Paris – Tél : 0142550686 – www.aidda.com
- **ARALIS** : 14 place Jules Ferry – 69006 Lyon – Tél : 0478422101 – www.aralis.org
- **ARP** : 9 rue Bleue – 75009 Paris – Tél : 015334325 – www.revues.plurielles.org
- **ELELE** : 8 rue Martel – 75010 Paris – Tél : 01 43 57 76 28 – www.elele.info
- **EPRA** : 47 rue de la Chapelle – 75 018 Paris – Tél : 0149295262 – www.epra.fr et epra.net
- **FACEEF** : 10 rue Cristino Garcia – 93210 La Plaine St Denis – Tél : 0149463546 – www.Faceef.fr et www.Fede.faceef.org
- **GENERIQUES** : 34 rue de Citeaux – 75012 Paris – Tél : 0149285775 – www.generiques.org
- **RAHMI** : 16 rue Ferrère – 33000 Bordeaux – Tél : 0556523475 – www.epi.centre.org

- **Contact CNHI** : www.histoire-immigration.fr/

Agnès Arguez-Roth, Directrice du réseau et des partenariats, reseau@histoire-immigration.fr

Fiche III-5-1

Accompagner l'intégration des femmes étrangères et immigrées**■ Problématique**

Les femmes représentent plus de la moitié de la population immigrée en France. Elles jouent un rôle essentiel dans la cellule familiale. Un grand nombre d'entre elles, venues en France entre 1974 et 2007, n'ont pas bénéficié du dispositif du CAI (obligatoire seulement depuis 2007) en particulier en matière d'apprentissage de la langue. De ce fait, beaucoup rencontrent encore de grandes difficultés dans la pratique et la lecture du français et souffrent d'un déficit d'insertion professionnelle et sociale.

Certaines femmes immigrées sont confrontées à des entraves au principe d'égalité entre hommes et femmes et parfois à des atteintes graves à la dignité et à l'autonomie de la personne: il importe à ce propos de rappeler à tous que le « relativisme culturel » ne doit pas avoir droit de cité dans notre pays et de lutter contre ces violences spécifiques.

Une exposition plus importante aux violences

Comme toutes les femmes, les femmes immigrées peuvent être victimes de violences notamment conjugales et intra-familiales mais du fait des spécificités de leur situation, notamment juridique, de leur isolement et de leur méconnaissance de la langue française; ces violences peuvent prendre des formes particulières ou entraîner des conséquences vis-à-vis de leur droit au séjour en France.

Ces phénomènes (« double-discriminations ») impliquent des réponses adaptées et une vigilance particulière des institutions, notamment des services de police et de la Justice : outre les violences conjugales, ces femmes ou jeunes filles peuvent être victimes de violences spécifiques telles que les mariages forcés ou les mutilations sexuelles féminines; par ailleurs, la soumission au mari ou à la famille est souvent renforcée par l'insécurité au regard du séjour (chantage aux papiers, rupture de la « communauté de vie »...). Une proposition loi devant renforcer les moyens de réprimer ces pratiques est actuellement débattue par les parlementaires.

Un accès à l'emploi plus difficile

Les femmes étrangères venant de pays hors UE rencontrent encore davantage de difficultés pour accéder à l'emploi que les hommes et connaissent des taux de chômage très élevés. Elles se heurtent aussi à de nombreux freins dans leur accès à l'emploi, d'ordre social ou culturel. Leur niveau de connaissance de langue française, plus faible que celui des hommes de même origine, leur niveau de formation ou de qualification, souvent peu élevé, les problèmes de transport et de garde d'enfants constituent aussi des désavantages importants.

■ Priorités d'actions du ministère

Ces priorités sont les suivantes :

- la promotion de l'intégration des femmes immigrées par l'accès aux droits personnels et sociaux et les formations linguistiques ;
- la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes ;

- l'appui à l'accès à l'emploi des femmes migrantes.

Le partenariat dans ces différents domaines est favorisé par un accord-cadre interministériel national « relatif aux femmes immigrées et issues de l'immigration pour favoriser les parcours d'intégration et lutter contre les discriminations » qui a été renouvelé en décembre 2007 avec le service du Droit des Femmes, l'ACSE, l'OFII. Des déclinaisons locales de cet accord-cadre pourraient être envisagées pour améliorer les coopérations entre les services.

La DAIC soutient également les actions d'associations nationales ou têtes de réseaux spécialisées dont l'objet est de favoriser l'accès aux droits des femmes immigrées ou issues de l'immigration et de prévenir et lutter contre les violences particulières (mutilations sexuelles, mariages forcés...) notamment par l'accompagnement individuel aux victimes, la prévention auprès des jeunes et des professionnels de la santé, de l'action sociale et de l'éducation, la formation des acteurs.

■ Ressources et contacts

La DAIC finance des associations nationales qui interviennent dans ce domaine et qui peuvent appuyer des actions locales notamment en organisant des formations d'acteurs.

Sur les questions de laïcité, d'interculturalité et de formation des professionnels :

- ADRIC, Chahla Beski (Directrice), adric.formation@wanadoo.fr, www.adric.eu.
Guide « Face aux violences et aux discriminations : accompagner les femmes issues des immigrations » et projet « Primo-Arrivantes Intégration dans les Territoires » PRAIT (Région Centre et Rhône-Alpes, Paris).

Sur les questions de l'intégration professionnelle :

- Le Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF), Lorraine NICOLAS (Directrice technique Ressources/Formation) : lnicolas@cnidff.fr

Sur la problématique de mariages forcés :

- Voix de Femmes, Christine Jama (Directrice) : voixdefemmes@wanadoo.fr
- Réseau Agir Avec Elles : collectif d'associations (GAMS, ELELE, ASFAD, Voix de Femmes) portant un projet d'hébergement pour accueillir les femmes en risque ou en situation de mariages forcés associé à un accompagnement social. Maïté Albagly (Coordinatrice du réseau) : maitealbagly@hotmail.com
- GAMS, Isabelle Gilette-Faye (Directrice) : association.gams@wanadoo.fr, <http://perso.wanadoo.fr/~associationgams/> (également sur la lutte contre les mutilations sexuelles)

Sur les questions de l'intégration des femmes turques :

- ELELE, Migrations et Culture de Turquie, Gaye Petek (Directrice) : elele.info@yahoo.fr, site : www.elele.info
- plusieurs ADLI sont également spécialisés sur l'intégration des femmes, notamment celles originaires de Turquie (cf. fiche ADLI)

Contact DAIC :

- Isabelle Maupilier, chargée de mission, isabelle.maupilier@iminidco.gouv.fr

Fiche III-5-2

Faciliter l'accès aux droits des immigrés âgés

■ Problématique

Les immigrés arrivés en France dans les années cinquante à soixante-dix sont désormais âgés et ont le plus souvent renoncé à leur projet initial de retour au pays : ils pratiquent plutôt des « allers-et-retours » entre la France et leur pays d'origine – leurs liens familiaux et sociaux s'étant souvent affaiblis même s'ils continuent d'envoyer une partie de leurs ressources financières à leurs proches. Ils sont environ 40 000 dans des foyers de travailleurs migrants (peu adaptés à un public vieillissant) et des milliers vivent dans des logements précaires et insalubres du parc locatif privé.

Le constat de leurs difficultés à accéder à leurs droits sanitaires et sociaux, en particulier à reconstituer leur dossier de retraite, a été dressé dans plusieurs rapports officiels : IGAS (2002), Haut Conseil à l'Intégration (2005), CNAV (2005) mais aussi par l'enquête menée par Claudine Attias-Donfut (« *L'enracinement : enquête sur le vieillissement des immigrés en France* », 2006).

Ces personnes âgées, le plus souvent isolées, ont aussi un état de santé prématurément dégradé du fait des travaux effectués pendant leur vie professionnelle (bâtiment, mines, métallurgie...) et ils n'ont que rarement bénéficié de prévention ou de suivi médical.

Face à ces constats, il est nécessaire de travailler entre services de l'Etat, collectivités territoriales, organismes de protection sociale, gestionnaires de foyers et de résidences sociales, associations locales pour mettre en place des réponses adaptées et permettre l'accès aux droits et aux services dont les immigrés âgés ont besoin, à l'instar de toutes les personnes âgées dépendantes.

■ Priorités d'action pour le ministère

Favoriser l'accès au droit commun

- à travers la prise en compte de cette population dans les schémas gérontologiques,
- à travers des actions d'accompagnement et de médiation dans les services publics (interprétariat, aide à la reconstitution des dossiers de retraite...),
- à travers le soutien à des associations locales qui œuvrent en direction de ce public.

Développer des dispositifs particuliers comme passerelles vers le droit commun

- Le ministère finance (programme 104 déconcentré) des postes d'agents de développement local pour l'intégration (ADLI) dont une dizaine travaillent plus particulièrement en direction de ce public (cf. § ressources/contacts et fiche sur les ADLI). Il s'agit de favoriser l'instauration de relations entre les immigrés âgés et les services publics de droit commun (CLIC, services sociaux du Conseil Général, CCAS, FTM et résidences sociales...) en mettant en place des actions de formation et de sensibilisation.

- Le ministère finance également (programme 104 national ou FEI) plusieurs « **cafés sociaux** » : ce sont des lieux de restauration du lien social, facilement accessibles, conviviaux, où les immigrés âgés peuvent trouver un appui social et un accompagnement aux démarches administratives. Ces cafés sociaux sont aussi des lieux-ressources pour les services publics s'agissant de la problématique des immigrés âgés.

Améliorer l'intégration des femmes immigrées âgées

La problématique du vieillissement des femmes immigrées devient une réalité : arrivées dans les années 70 dans le cadre du regroupement familial, ces femmes n'ont eu que peu ou pas de rapport avec l'environnement social et administratif et ont encore plus de difficultés que les hommes à s'exprimer et à lire et écrire en français ...

Elles se retrouvent confrontées, quand les enfants sont partis et le conjoint décédé, à des difficultés pour accomplir les actes de la vie quotidienne, pour les formalités administratives et à un risque élevé d'isolement social.

■ Ressources et contacts

1. **Le réseau des ADLI** peut être sollicité pour obtenir des informations sur les problématiques des immigrés âgés. La DAIC a rassemblé dans un groupe de travail sur l'accès aux droits de ce public, les ADLI spécialisés sur cette question :

M. Bougroune medialien06@hotmail.fr (dépt. 06) ; Mme. Bekeira ampil.empa@orange.fr (dépt. 13) ; M. Ouchker mhamed_ouchker@hotmail.fr (dépt. 34) ; M. Hamani Hocine.hamani@adate.org (dépt. 38) ; Mme. Benelhadj khedidja.ben@orange.f (dépt. 44) ; Mme. Thiebaud thiebault.oriv@orange.f (dépt. 67) ; M. Ertugrul m.ertugrul.crefe@free.fr (dépt. 69) et Mme. Yahi Taous taous.yahi@assfam.org (dépt. 92)

2. **L'UNAFO** (Union professionnelle du logement accompagné) est une fédération de gestionnaires de foyers et de résidences sociales qui a développé des savoir-faire importants en ce qui concerne la problématique des immigrés âgés (ceux-ci constituent un public majoritaire dans de nombreux FTM (www.unafo.org)).

Des fiches « bonnes pratiques » élaborées par l'UNAFO seront prochainement en ligne sur le site du ministère des affaires sociales et sur le site du RECI (voir fiche « réseaux »).

3. Associations qui ont mis en place des lieux de socialisation des immigrés âgés :

- L'association Ayyem Zamen et sa structure « le Café Social » (www.cafesocial.org). Cette association est financée par la DAIC pour capitaliser les bonnes pratiques et diffuser les savoir-faire vers d'autres réseaux associatifs ou vers les collectivités territoriales.
- GRDR** (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural), 66/72 rue Marceau, 75019 Montreuil, M. Michel Colin de Verdière, Président.
- EPAFA** (Education Promotion et Accueil des Familles) bât C1 Oliviers, Avenue de la Gabelle, 83600 Fréjus, tél. : 04.94.53.72.02, www.epafa.fr
- ALIFS** (Association Lien Culturel Familial et Social), 9 Cours Pasteur, 33000 Bordeaux, 05.56.01.01.28

Contact DAIC :

- Fatima Mezzouj, Chargée de mission, fatima.mezzouj@iminidco.gouv.fr

Fiche III-5-3

Accompagner les parents étrangers et immigrés**■ Problématique**

La plupart des familles étrangères ont fait le choix du parcours migratoire vers la France pour offrir un avenir meilleur à leurs enfants. Ces familles ont en général de grandes attentes quant à la réussite scolaire de leurs enfants. Cependant, elles rencontrent souvent des difficultés à adapter leurs pratiques éducatives au contexte social et scolaire français. La mauvaise maîtrise de la langue française, les conditions de vie parfois précaires, la nécessité de s'adapter à un nouveau contexte culturel, les niveaux de scolarisation différents d'une génération à une autre, sont autant d'éléments explicatifs de leurs difficultés. Les actions de soutien à la parentalité peuvent favoriser leur meilleure compréhension des pratiques éducatives en France, du fonctionnement de l'institution scolaire et plus largement de la société française.

Beaucoup d'initiatives ont été prises ces dernières années autour du soutien à la parentalité ou de l'accompagnement scolaire des enfants (qu'ils soient d'origine étrangère ou non). De nombreux dispositifs, complémentaires les uns des autres, coexistent sans toujours être connus du grand public :

- les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP),
- les points infos familles,
- les dispositifs de conseil conjugal et familial, de médiation familiale,
- le dispositif « École ouverte »,
- l'opération « ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration »,
- l'accompagnement scolaire,
- le dispositif de Réussite éducative,
- la prévention spécialisée,
- la création de l'allocation financière « Parcours de réussite professionnelle » (PARP) pour valoriser et soutenir le parcours de formation, au sein de l'enseignement supérieur, de jeunes particulièrement méritants, arrivés en France en cours de scolarité.

La difficulté est de parvenir à « aller vers » ces familles pour leur faire connaître ces dispositifs.

■ Priorités d'action pour le ministère

- Renforcer la coordination des dispositifs de soutien à la parentalité, ainsi que ceux relatifs à l'accompagnement scolaire des enfants, en favorisant l'accès des familles étrangères à ces dispositifs. Des séminaires locaux peuvent être organisés pour regrouper les différents acteurs (institutionnels et associatifs) concourant au soutien parental ou scolaire, pour leur permettre de se connaître, d'échanger sur leurs pratiques et leur culture professionnelle et de faciliter ainsi la mise en œuvre des partenariats nécessaires.
- Faciliter le lien entre les parents et l'École de façon à permettre aux familles étrangères de mieux suivre le parcours scolaire de leurs enfants: l'opération « Ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration » (voir annexe 1 à cette fiche) peut constituer une première piste de

5. Les publics prioritaires

réflexion, pour analyser comment les associations locales et les différents partenaires institutionnels peuvent concourir à la faire connaître aux parents concernés.

- Développer des actions de parrainage envers les enfants de familles étrangères. Ce parrainage peut concerner à la fois la sphère scolaire, mais aussi la sphère sociale, culturelle, professionnelle. Il s'agit de tenter de pallier le déficit de réseaux, de codes culturels que peuvent connaître ces familles et qui constituent pourtant des facteurs importants de réussite scolaire et professionnelle.
- Promouvoir l'axe relatif au soutien à la parentalité au sein des projets portés par les associations en contact avec les communautés locales. Ces associations peuvent également constituer des relais facilitateurs pour permettre un meilleur échange entre ces parents et les institutions publiques (ex : écoles, collèges).
- Valoriser et soutenir, par l'octroi d'une allocation financière, le parcours d'intégration de jeunes qui ayant réussi avec succès leurs études secondaires, en dépit des difficultés d'adaptation linguistique et culturelle qu'ils ont pu rencontrer lors de leur arrivée en France, ont fait le choix de s'engager dans des études supérieures en institut universitaire de technologie (IUT), en section de techniciens supérieurs (STS) ou en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE).

■ Ressources et contacts

- La convention-cadre « pour favoriser la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances pour les jeunes immigrés ou issus de l'immigration » du 27 décembre 2007 (voir annexe 2 à cette fiche) signée notamment par le ministère de l'éducation nationale et le ministère en charge de l'intégration, l'OFII et l'ACSE. **Cette convention-cadre a permis de développer de nouveaux dispositifs nationaux (« ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration») et pourrait être déclinée au niveau des académies pour favoriser le partenariat local.**
- Le rapport présenté par la Commission « diversité culturelle » du Conseil technique de la Prévention spécialisée (CTPS) de septembre 2009 « La prévention spécialisée à l'heure de la diversité culturelle : état des lieux, questionnements, initiatives, projets innovants en matière de développement social communautaire », disponible sur internet à l'adresse suivante : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr> (voir Prévention spécialisée, dans la sous-rubrique « Dossiers », de la rubrique Famille).
- Les agents de développement local pour l'intégration travaillant sur la thématique de la parentalité et/ou de la scolarité (cf. fiche ADLI dans les départements de la Gironde, du Val-de-Marne, de l'Ain, de l'Isère, de la Loire et du Rhône.)
- Concernant les actions de parrainage, l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) est soutenue par la DAIC en 2009 pour accompagner de façon individualisée des enfants étrangers nouvellement arrivés en France, par des étudiants bénévoles. L'adresse internet du site de l'association est la suivante : <http://www.afev.fr>
- L'Association des Femmes Africaines Val Oise (AFAVO), qui offre un accompagnement et une formation des familles, est également soutenue par la DAIC en 2009, pour former les acteurs sur l'accompagnement social des femmes isolées et familles monoparentales étrangères ou d'origine étrangère, notamment dans les départements 75, 78 et 95. Responsables légales : Mme Josette JOACHIM (présidente) Mme Aïcha SISSOKO, (directrice) afavo@wanadoo.fr.
- Concernant l'allocation financière « PARP » pour jeunes étudiants méritants, le site internet du CNOUS donne toutes les informations nécessaires pour présenter un dossier de candidature au PARP (critères d'éligibilité et démarches à entreprendre). www.cnous.fr/_vie__dossier_266.867.296.htm

Contact DAIC :

- Clémentine Hocquette, Adjointe au Chef du bureau de l'intégration territoriale, clementine.hocquette@iminidco.gouv.fr

Fiche III-5-3-1**La convention-cadre « pour favoriser la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances pour les jeunes immigrés ou issus de l'immigration »**

Dans le cadre du partenariat engagé entre administrations sur les questions d'éducation concernant les jeunes immigrés ou issus de l'immigration, une convention cadre « pour favoriser la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances pour les jeunes immigrés ou issus de l'immigration », a été signée le 27 décembre 2007.

■ Les partenaires :

- la Direction générale de l'enseignement scolaire (ministère de l'éducation nationale),
- la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (ministère de l'éducation nationale),
- la DAIC,
- la Délégation interministérielle à la ville,
- l'ACSé,
- l'OFII.

■ L'objet de la convention :

- définir les axes du partenariat entre les parties signataires pour favoriser les parcours d'intégration et la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances des jeunes immigrés ou issus de l'immigration ;
- élaborer au niveau national des actions partenariales à travers un programme de travail annuel ;
- favoriser les coopérations au niveau territorial entre les représentants des signataires, dans le cadre, notamment, des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées et les plans départementaux de l'accueil ;
- assurer une préparation et un suivi communs des mesures décidées par les comités interministériels à l'intégration et, en fonction de l'évaluation des besoins, d'être force de proposition en amont, sur les axes du présent accord.

■ Les six axes généraux du partenariat :

- 1. mettre en commun les études et les données relatives aux parcours des jeunes ;
- 2. améliorer l'accueil et l'information des élèves nouveaux arrivants non francophones pour construire un parcours de formation générale et professionnelle ;
- 3. mieux appréhender la diversité ;
- 4. favoriser l'apprentissage du « vivre ensemble » ;
- 5. lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité des chances ;
- 6. soutenir les parents dans l'accompagnement de la scolarité de leur(s) enfant(s) et développer la prise en charge des élèves hors temps scolaire par l'École.

Cette convention a donné lieu à un programme de travail en 2008-2009 qui sera renouvelé en 2010.

Contact DAIC :

- Clémentine Hocquette, Adjointe au Chef du bureau de l'intégration territoriale, clementine.hocquette@iminidco.gouv.fr

Fiche III-5-3-2

Opération « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration »

De nombreux parents d'élèves étrangers et immigrés ont des difficultés à suivre la scolarité de leurs enfants et sont peu familiarisés avec le fonctionnement de l'institution scolaire. Cette situation s'explique en partie par les obstacles que beaucoup d'entre eux rencontrent pour lire et écrire le français. Toutefois ces parents ont de très fortes attentes pour leurs enfants en matière de réussite scolaire et professionnelle. Afin de leur permettre d'améliorer leur connaissance de la langue française, et d'autre part de se familiariser avec le cadre scolaire et le milieu enseignant, les ministres de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire et de l'Education nationale ont décidé de lancer une opération expérimentale qui a donné lieu à la signature le 25 juillet 2008 d'une circulaire intitulée « ouvrir l'Ecole aux parents pour réussir l'intégration »

Cette opération s'inscrit dans le programme d'actions de la convention cadre « pour favoriser la réussite scolaire et promouvoir l'égalité des chances pour les jeunes immigrés et issus de l'immigration » signée le 27 décembre 2007 par le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, le ministère de l'Education nationale, le ministère du Logement et de la Ville et leurs opérateurs.

Il s'agit de proposer aux parents d'élèves, étrangers et immigrés, des formations dispensées dans les établissements scolaires, aux horaires destinés à l'accompagnement éducatif. Ces formations ont pour objectif :

- d'acquérir une meilleure maîtrise de la langue française (alphabétisation, apprentissage ou perfectionnement) et de faciliter l'insertion professionnelle, en particulier celle des femmes qui constituent 70% de l'immigration familiale,
- de favoriser une meilleure insertion dans la société française, par la présentation des principes et des valeurs de la République,
- de faciliter la connaissance de l'institution scolaire, des droits et devoirs des élèves et des parents, de l'exercice de la parentalité, pour leur donner les moyens d'aider leurs enfants dans leur scolarité.

Cette opération a débuté en novembre 2008, à titre expérimental, dans douze départements : Bouches-du-Rhône, Oise, Puy-de-Dôme, Seine-Saint-Denis, Nord, Rhône, Var, Loiret, Paris, Essonne, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise. Pour l'année scolaire 2008/2009, l'opération s'est déroulée dans 49 écoles et établissements scolaires, majoritairement situés en zone d'éducation prioritaire et très souvent classés « ambition réussite ». Cette opération s'articule avec les actions développées par les autres acteurs locaux tels que : les services sociaux des municipalités, les associations et les réseaux de parents ou d'aide à la parentalité. Elle s'appuie sur les ressources pédagogiques locales, enseignants, formateurs d'adultes de Greta. Dans une grande partie des départements, les Centres Académiques pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants (CASNAV) coordonnent l'opération.

Suite à l'évaluation très positive de cette première année de mise en œuvre, il a été décidé, pour l'année scolaire 2009-2010, d'implanter l'opération dans 31 départements (dont 19 nouveaux départements). L'opération est renouvelée dans les 12 départements qui ont expérimenté l'opération en 2008-2009 et est élargie à l'ensemble des départements, chefs lieux de région ainsi qu'à tous les départements franciliens.

5. Les publics prioritaires

Pour l'année scolaire 2009-2010, 190 établissements scolaires participent à l'opération soit plus du triple de l'année scolaire précédente. La plupart des sites sont situés dans les territoires de l'éducation prioritaire, 15 % des sites travaillent en relation avec les équipes pluridisciplinaires de la réussite éducative et quasiment tous les sites ont développé des partenariats avec les municipalités ou le secteur associatif. Les formations sont assurées à 76% par des enseignants (contre 96% l'an dernier) ayant pour la plupart une certification FLE et à 24% par des personnels associatifs.

Contact DAIC :

- Clémentine Hocquette, Adjointe au Chef du bureau de l'intégration territoriale, clementine.hocquette@iminidco.gouv.fr



ANNEXES

ANNEXES

- **Circulaire n° IMINIC000099C du 28 janvier 2010 relative aux programmes régionaux d'intégration des populations immigrées**
Annexe : méthode d'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées
- **Organigramme de la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC)**
- **Tableau récapitulatif du dispositif des agents de développement local d'intégration (ADLI) en région**

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION,
DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

LE MINISTRE

Paris, le 28 JAN. 2010

Le ministre de l'immigration, de l'intégration,
de l'identité nationale et du développement
solidaire

à

Madame et Messieurs les préfets de région

Copie à :

- Mesdames et Messieurs les préfets
de département,
- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Circulaire NOR

IMIC1000039C

Objet : Programme régional d'intégration des populations immigrées

P.j.: Annexe méthodologique

Résumé : La relance des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées, annoncée par la circulaire du 7 janvier 2009, doit être l'occasion de donner une nouvelle impulsion à la politique publique d'intégration des migrants et d'y associer de façon plus large tous les acteurs locaux, à partir d'une analyse territorialisée des situations et des besoins.

La France accueille, chaque année, près de 200.000 étrangers dont beaucoup sont appelés à s'installer durablement dans notre pays. Cet apport de population participe à la vitalité de notre économie et de notre démographie. Trois millions d'étrangers, nés hors de France, vivent ainsi sur notre territoire. S'ils conservent un lien juridique avec leur pays d'origine, leur bonne intégration est nécessaire à l'harmonie globale de la société.

Les attendus de l'intégration se limitent à quelques considérations simples à formuler, mais toutes indispensables. Elles concernent à la fois les conditions de vie et le respect des valeurs communes qui fondent notre identité. Elles visent à répondre à une série d'exigences : savoir s'exprimer en français et, de préférence, savoir le lire ; pouvoir accompagner ses enfants dans leur scolarité, premier facteur de l'intégration républicaine ; être en capacité d'accéder à un emploi ou de créer une activité ; être en capacité d'accéder à un logement ; connaître, pour les respecter, les règles de vie partagées ; demeurer protégé de discrimination à raison de son origine.

Afin de faciliter l'acquisition de ces savoirs, la France a créé en 2003 le contrat d'accueil et d'intégration, fondé sur le principe d'une relation contractuelle entre le migrant et l'Etat français. Mis en œuvre par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), les CAI ont déjà bénéficié à 500 000 étrangers issus des pays tiers à l'Union européenne. Cette disposition, toutefois, ne prend pas en compte les immigrés arrivés avant sa mise en place, soit plus de deux millions de personnes, pour l'essentiel issues des migrations familiales. Elle n'a pas non plus vocation à répondre à l'ensemble des enjeux de l'intégration (relatifs à l'emploi, au logement, à l'éducation ou à la santé).

Ainsi, au-delà des dispositifs d'accueil et d'intégration des primo-arrivants, la politique publique de l'intégration s'attache également à traiter les difficultés spécifiques des femmes et celles des immigrés âgés. Elle promeut la diversité, en particulier dans le monde du travail. Elle a pour ambition de faire partager les valeurs de la France. Elle ne saurait être confondue avec d'autres politiques publiques, mises en œuvre pour répondre aux ségrégations urbaines, aux difficultés d'accès à l'emploi ou au logement social. Elle concerne, par construction, les seuls migrants des pays tiers.

Les phénomènes migratoires ne présentent pas le même caractère dans tous les territoires de la République. L'implantation des communautés, les bassins d'emploi et les axes de circulation ont en partie déterminé la géographie des populations étrangères. La déclinaison régionale de la politique d'intégration vise à tenir compte de cette diversité. Elle a justifié la création, dès 1990, des plans régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI). La première génération de ces programmes a fait l'objet d'une évaluation - par le CREDOC - qui permet aujourd'hui de poser les bases d'une nouvelle étape, telle qu'annoncée par la circulaire du 7 janvier 2009.

Vous êtes donc invités à élaborer et à mettre en œuvre un programme régional d'intégration des populations immigrées, qui sera à la fois une analyse de la situation et un programme d'action, et couvrira la période 2010-2012.

L'analyse préalable bénéficiera des données retenues pour élaborer les atlas régionaux que reconstitue, en partenariat avec l'INSEE, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (division des enquêtes et des études statistiques). Elle sera complétée par les éléments de connaissance dont vous disposez.

Le programme d'action sera élaboré dans un esprit de partenariat. Vous y associerez l'OFII, opérateur de l'Etat, les services de l'éducation nationale et les établissements en charge du logement des travailleurs migrants. Vous y associerez également, aussi étroitement que possible, les collectivités locales, en particulier lorsqu'elles conduisent des politiques d'intégration. Vous pourrez vous appuyer sur le réseau associatif et sur les centres de ressources financés par la direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté.

Le financement du PRIPI sera assuré, à titre principal, par les crédits déconcentrés du programme 104 (intégration et accès à la citoyenneté française), délégués aux DRJSCS, accompagnés le cas échéant des crédits du FEI (fonds européen pour l'intégration), mais vous pourrez mobiliser en complément d'autres crédits d'Etat.

Les priorités d'intervention du programme 104 portent sur l'aide et l'accompagnement des femmes immigrées, des familles, des immigrés âgés, sur la pratique de la langue française, l'accès à l'emploi et à la création d'activité, sur l'incitation à la vie citoyenne et l'apprentissage des valeurs de la République.

Les femmes immigrées, issues de l'immigration familiale entre 1974 et 2006, n'ont pas toutes bénéficié de dispositions spécifiques et elles demeurent très dépendantes d'un réseau relationnel de proximité. Elles sont les premières victimes du défaut d'intégration, surtout lorsqu'elles n'ont pas été scolarisées dans leur pays d'origine.

Les familles doivent être accompagnées dans leur relation à l'institution scolaire, qui constitue le premier creuset de l'intégration et suscite de grands espoirs de promotion pour les migrants.

Les immigrés âgés constituent une population spécifique. Plusieurs dizaines de milliers de Maghrébins âgés (les Chibanis) vivent en foyers de travailleurs migrants, parfois dans des conditions de grand isolement, sans toujours savoir faire valoir leurs droits. Le plan de traitement des foyers de travailleurs migrants porte sur le bâti. Il doit être suivi de mesures sociales, afin de permettre aux résidents d'accéder à l'ensemble des prestations, y compris de soins. Au-delà des résidents des foyers, de nombreux étrangers âgés, issus des premières vagues de l'immigration, demeurent également isolés, sans espoir de retour vers le pays d'origine. Des veuves se retrouvent sans attaches, dans des conditions matérielles difficiles.

Pour tous les immigrés, la langue est le premier vecteur de l'intégration. La lecture du français est une condition indispensable à la mobilité et à l'insertion professionnelle. L'emploi constitue la meilleure façon de s'intégrer. Encore faut-il pouvoir faire valoir ses compétences et son savoir-faire. L'accès à l'emploi concerne en premier chef les femmes issues du regroupement familial. Les migrants, par ailleurs impliqués dans la création d'entreprise, doivent être soutenus dans leurs démarches.

L'intégration passe aussi par la participation à la vie citoyenne, dont la vie associative est un apprentissage. Par ailleurs, l'assimilation des règles du "vivre ensemble" et l'adhésion aux valeurs de la République ne peuvent reposer sur les seules bases enseignées dans le cadre du CAI. Leur diffusion mérite un effort particulier.

Bien entendu, le PRIPI sera aussi l'occasion de relayer dans les régions les dispositifs nationaux animés par le ministère, dont la promotion du label-diversité, le programme « Ouvrir l'école aux parents » ou bien encore les prix de l'intégration.

Vous apprécierez, en lien avec les préfets de département, l'opportunité de décliner votre programme régional en programmes départementaux pour tenir compte de l'importance de la population immigrée ou des problématiques spécifiques à certaines communautés étrangères, y compris en milieu rural. Ils adopteront dès lors la même architecture. Vous trouverez ci-joint une note de méthode pour l'élaboration du document. Le DRJSCS, gestionnaire du BOP régional du programme 104, sera votre collaborateur sur ces sujets.

La direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté organisera au cours du premier semestre des réunions d'animation du dispositif en région, vous permettant ainsi de finaliser votre programme avant l'été. Je tiendrai une première réunion de bilan avant la fin de l'été.

La politique d'intégration constitue un volet essentiel de notre politique d'immigration. La relance et l'amplification des PRIPI permettront, sous votre autorité, de la décliner dans tous les territoires de la République.



Eric BESSON

Annexe :

Méthode d'élaboration des programmes régionaux et départementaux d'intégration des populations immigrées.

1) Les éléments constitutifs du PRIPI

Le PRIPI est à la fois une analyse et un programme d'actions.

L'analyse de la situation s'appuie sur les données des atlas régionaux que constitue, en partenariat avec l'INSEE, le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (Service des études et des statistiques). Elle peut être complétée par les éléments de connaissance dont vous disposez, en provenance, par exemple, du recensement de la population ou encore par les données de l'Education nationale. Cette analyse concerne à la fois l'existant (la présence des communautés étrangères, leurs caractéristiques, leurs difficultés) et les évolutions attendues de la situation (nouveaux flux migratoires, processus d'intégration, de dispersion ou de concentration...).

Le programme d'actions doit comprendre à la fois des orientations, des lignes directrices et un catalogue de mesures concrètes, assorti d'un calendrier.

Il ne s'agit pas de produire un document volumineux. La forme est laissée à votre appréciation. L'essentiel est de disposer d'un programme qui permette de décliner et d'amplifier la politique du Gouvernement en faveur des migrants, susceptible de rassembler les acteurs de la région autour de réalités constatées et vécues.

2) Les partenaires du PRIPI

Le programme régional d'intégration des populations immigrées est élaboré dans un esprit de partenariat. L'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), opérateur de l'Etat, y est associé. Les collectivités locales, en particulier celles qui développent des actions dans ce domaine, doivent être sollicitées. Vous pouvez aussi vous appuyer sur le réseau associatif, sur les centres de ressources financés par la DAIC (ADRIC, RECI, INFOMIE...) et sur les correspondants de la CNHI (Cité nationale de l'histoire de l'immigration). La DAIC vous fournira la liste des structures qui disposent de relais ou de représentation dans votre région.

L'Education nationale est un acteur majeur de l'intégration, en particulier par son investissement dans les classes spécialisées pour enfants non francophones. Les opérateurs en charge du logement des travailleurs migrants (ADOMA par exemple) pourront aussi être sollicités. Les chambres consulaires sont sensibilisées par les questions de promotion des diversités.

Au niveau local, là où ils existent, vous pouvez utiliser les agents de développement local pour l'intégration (ADLI), financés par le programme de la DAIC.

Vous pourrez vous appuyer, le cas échéant, sur les accords-cadres signés avec plusieurs organismes publics ou privés: Pôle-emploi, la Fondation Agir contre l'Exclusion, etc.

.../...

3) Le calendrier de réalisation.

Les PRIPI seront réalisés au cours du premier semestre 2010. Ils doivent s'inscrire dans une perspective triennale (2010-2012) mais peuvent être corrigés chaque année en fonction des évolutions constatées.

4) Le financement du PRIPI

Le financement est assuré, à titre principal, par les crédits déconcentrés du programme 104 (intégration et accès à la citoyenneté française), accompagnés, le cas échéant, des crédits du FEI (fonds européen de l'intégration). Ces crédits viennent de vous être délégués. Les DRJSCS ont été désignés en tant que responsables des BOP. Une fraction des crédits peut être utilisée pour l'élaboration du document, dans le cadre éventuel d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pour l'année 2010, les priorités du programme 104 sont les suivantes :

- l'aide et l'accompagnement des femmes immigrées ;
- l'accompagnement des familles (aide à la parentalité, éducation..) ;
- la pratique de la langue française (orale et écrite) ;
- l'accompagnement des immigrés âgés ;
- l'aide à l'accès à l'emploi et la valorisation des acquis et des savoir-faire ;
- l'incitation à la participation citoyenne ;
- l'apprentissage des règles du "vivre ensemble" et l'assimilation des valeurs de la République ;
- la valorisation de la mémoire des migrations.

Lorsque la politique d'intégration recoupe d'autres politiques publiques menées dans les territoires, des actions coordonnées peuvent être initiées et utiliser des crédits en provenance, par exemple, du programme 147 ou de l'ACSE.

5) Déclinaison départementale

Le PRIPI peut se décliner là où vous le jugerez nécessaire, en lien avec les préfets de département, en plans départementaux. Les PDI (programmes départementaux de l'intégration) adopteront la même architecture.

Le critère de choix sera l'importance de la population immigrée ou des problématiques spécifiques à certaines communautés, y compris en milieu rural.

Le cas échéant, les PDI peuvent définir des territoires infra-départementaux, parfois plus pertinents pour traiter des questions d'implantation des populations immigrées, sur lesquelles ils concentreront leurs actions.

6) L'animation du PRIPI

Pour élaborer et animer le PRIPI, vous pouvez vous appuyer sur les DRJSCS qui intègrent en leur sein des compétences en provenance de l'ACSE. La méthode d'animation est laissée à votre appréciation : commission régionale, groupes de travail, etc.

7) L'accompagnement des programmes nationaux

Le ministère conduit à l'échelon national plusieurs opérations qui doivent être accompagnées au niveau local. Ces programmes seront déclinés dans le PRIPI :

- la promotion du label diversité

Le label diversité (certification "AFNOR") est le principal outil de la lutte contre les discriminations dans les entreprises et, dans le même temps, un instrument de leur valorisation. La promotion du dispositif sera conduite auprès des acteurs économiques.

- le programme « Ouvrir l'école aux parents »

L'objet de ce programme, réalisé avec le ministère de l'Education nationale, est d'approfondir le lien entre l'école et les parents étrangers, tout en permettant à ces derniers d'accéder à des prestations linguistiques.

- les bourses "PARP"

Les bourses "PARP" accompagnent des étudiants très méritants ayant suivi une partie de leur scolarité dans des classes pour enfants non-francophones.

- les prix de l'intégration.

Les prix de l'intégration récompensent des personnes ayant connu des parcours remarquables ou des structures particulièrement investies pour l'intégration des migrants.

Le PRIPI prend en compte les actions réalisées dans la région par l'OFII au titre des formations linguistiques, soit au titre du CAI, soit destinées à un public "hors-CAI".

7) L'animation du dispositif national

L'animation du dispositif est réalisée par la DAIC (direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté). Cette dernière met à la disposition des acteurs locaux, à travers le site internet du ministère, la totalité des ressources documentaires disponibles

La DAIC proposera des regroupements nationaux aux services chargés d'élaborer et de suivre les PRIPI et les PDI. Elle se rendra en région.

Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté

Directeur : M. Michel AUBOUIN

Adjointe : Mme Sylvie MOREAU

Chargé de mission auprès du directeur : M. Michel AMIEL

Chargé de mission budget, finances et affaires générales : M. Jean-Marc POUYET

Sous-direction de l'accueil, de l'intégration et de la prévention des discriminations

N...

Adjointe : Mme Patricia RENOUL

Chargée de mission auprès du sous-directeur :
Marie DALBERTO-HUSSENOT

Bureau de l'accueil en France et de l'intégration linguistique

Mme Aliette FRANÇOIS

Adjointe : Agnès JOLIVET-LEQUIEN

Bureau de l'intégration professionnelle

M. Patrick AUBERT

Adjoint : Christophe BIRAULT

Bureau de l'intégration territoriale et du logement

Mme Marie-José BERNARDOT

Adjointe : Clémentine HOCQUETTE

Sous-direction de l'accès à la nationalité française

M. Laurent AUDINET

Adjointe : Mme Monique LAJUGIE

Premier bureau des naturalisations

M. Eric MAGNES

Adjointe : Anne WOUAQUET-DELAUNAY

Second bureau des naturalisations

M. Jean-Michel GIRAUDET

Adjoint : Philippe LANDRIEVE

Bureau des déclarations de nationalité

Mme Danièle PERAUDEAU-ROPARS

Adjoint : Paul-Henri MORIN

Bureau des affaires juridiques et du contentieux

M. Antoine GILLE

Adjoint : Pierre FORISSIER

Bureau du service général

M. Bertrand LECLERC

Adjointe : Françoise LOQUET

Bureau de l'administration

M. Jean-Philippe MARTINEZ

Bureau informatique

M. Jacques PACAUD

Adjoint : François NICOLAS

Bureau du courrier réservé

M. Pierrick DIGUINY

Le dispositif des agents de développement local d'intégration (ADLI) en région

Région	Dépt.	STRUCTURE EMPLOYEUR	ADLI NOM	Coordonnées	Domaines et territoires d'intervention	Financement
ALSACE	BAS-RHIN - 67	ORIV Murielle MAFFESSOLI Directrice 1 rue de la course 67000 Strasbourg maffessoli.oriv@wanadoo.fr 03 88 14 35 89	Martine THEBAULD	1 rue de la Course 67 000 Strasbourg 03 88 14 35 89 06 71 62 25 58 thiebauld.oriv@orange.fr	Politique locale d'intégration. Femmes immigrées / intégration et représentation Personnes âgées immigrées Contribution au schéma départemental gérontologique. Département du Bas-Rhin. Hors zone CUCS.	BOP 104
AQUITAINE	GIRONDE - 33	CLAP Sud Ouest Mr Lahbib MAOUHOUD 176-182, rue Guillaume Leblanc 33 000 Bordeaux 05 57 01 56 90 clap.dir@wanadoo.fr administration@clap-so.org	Hurizet GUNDER	CLAP Sud-Ouest 10 rue de Colonel Fabien appartement 117 33 310 Lormont 05 57 77 77 20 adli@clap-so.org	Intégration de la communauté turque des Hauts de Garonne Accompagnement des familles, accès aux droits, accompagnement des femmes vers l'autonomie, décodage culturel Agglomération bordelaise : Rive droite des Hauts de Garonne : Villes de Cenon, Lormont, Floirac et Ste-Eulalie	FEI
CORSE	CORSE-SUD - 2A	Culture et Société Mme MUFRAGGI résidence Les Fleurs – Immeuble Les Bleuets Avenue Maréchal Juin 20090 AJACCIO 04 95 20 46 95 cultureetsolidarite@wanadoo.fr	Aïcha MEFTAHI	cultureetsolidarite@ wanadoo.fr	Insertion professionnelle Hommes et femmes Notamment femmes marocaine du Rif	BOP 104

ILE DE FRANCE	PARIS - 75	<p>ELELE</p> <p>Serap BEYAZKILIC 8, rue Martel 75010 Paris 01 43 57 76 28 elele.info@yahoo.fr</p>	Emre DEMIRHAN	<p>ELELE</p> <p>8, rue Martel 75010 Paris 01 43 57 76 28 01 43 57 77 75 edemirhan_elele@yahoo.fr</p>	<p>Accompagnement et socialisation des familles primo-arrivantes et socialisation. Formations. Communauté turque</p> <p>Paris et Ile de France</p>	FEI
	HAUT DE SEINE - 92	<p>ASSFAM 92</p> <p>Christian LARUELLE 5 Boulevard Beaumarchais 92230 Gennevilliers 01 48 00 90 70 siege@assfam.org christian.laruelle@assfam.org chantal.henocque@assfam.org</p>	Taous YAHY	<p>ASSFAM 92</p> <p>5 Boulevard Beaumarchais 92230 Gennevilliers 01 47 98 20 56 taous.yahi@assfam.org</p>	<p>Accès aux droits et aux soins des immigrés âgés.</p> <p>Communes de Gennevilliers, Asnières, Villeneuve la Garenne, Clichy, Colombes, Nanterre</p>	FEI
	SEINE-SAINT-DENIS - 93	<p>ASSFAM 93</p> <p>Martine BENDAHAN Délégue départementale 25, rue Charles Tillon 93300 Aubervilliers martine.bendahan@assfam.org delegation.seinesaintdenis@assfam.org</p>	Sabrina BEN KARICH	<p>ASSFAM 93</p> <p>25, rue Charles Tillon 93300 Aubervilliers sabrina.benkarich@assfam.org Tél: 0148334011 Fax: 0148331050</p>	<p>Insertion sociale et professionnelle des femmes primo-arrivantes.</p> <p>Plaine commune</p>	BOP 104
	VAL DE MARNE - 94	<p>Fédération des centres sociaux du Val-de-Marne</p> <p>Corinne MORELLI 4, rue Jules Vallès 91390 Morsang-sur-Orge 01 60 16 74 65 fd91-94corinne.morelli@wanadoo.fr</p>	<p>Clémence SILVE</p> <p>Thomas MARTINON</p>	<p>Fédération des centres sociaux du Val-de-Marne</p> <p>4, rue Jules Vallès 91390 Morsang-sur-Orge 01 60 16 74 65 fd91-94clemence.silve@orange.fr fd91-94thomas.martinon@orange.fr</p>	<p>Femmes primo-arrivantes Réussite scolaire et soutien à la parentalité</p> <p>Communes de Créteil, Vitry-sur-Seine et Champigny-sur-Marne</p>	BOP 104

LANGUEDOC-ROUSSILLON	HERAULT - 34	<p>GAMMES</p> <p>Jean Luc NEGRE 6, Rue Saint Barthelemy 34000 Montpellier union@gammes.org</p> <p>DDASS34 Isabelle KNOWLES Elisabeth DUCHAMPS Pole Cohésion sociale 28, Parc club du Millénaire 1025, Rue Henri Becquerele. cs 30001 34067 Montpellier cedex 2 Isabelle.knowles@sante.gouv.fr Elisabeth.duchamps@sante.gouv.fr</p>	M'Hamed OUCHKER	<p>Bat 19 - Place du nombre d'or - Antigone 34000 Montpellier 06 25 21 98 41 mhamed_ouchker@hotmail.fr</p>	<p>Personnes immigrées vieillissantes (hommes et femmes, vivant seuls, en famille ou en foyers) Logement et accès aux droits Immigrés maghrébins.</p> <p>Agglomération de Montpellier, de Béziers et le Pays de Lunel Commune de Sète Zones rurales.</p>	BOP 104

PAYS DE LOIRE	LOIRE-ATLANTIQUE - 44	<p>ASAMLA</p> <p>Nadia ZARIOH Françoise CHAILEUX Présidente 49-51, Chaussée de la Madeleine 44 000 Nantes 02 40 48 51 99 santemigrants.nantes@wanadoo.fr</p>	<p>Gulseren AKKOC</p> <p>Khedidja BENEL-HADJ</p>	<p>khedidja.ben@orange.fr</p>	<p>Actions en faveur des femmes turques Travail à destination des vieux migrants : liens avec les institutions et sensibilisation des CLICS</p> <p>Commune de Châteaubriant et quartier de Bellevue à Nantes</p>	BOP 104
----------------------	-----------------------	--	--	-------------------------------	--	---------

PICARDIE	AISNE - 02 OISE - 60	<p>Solidarité et développement</p> <p>Marie Paule HARDY 28 rue Jules Meline, BP 60845, 60 208 Compiègne cedex 03 44 92 22 10 03.44.92.22.13 soldev@9online.fr soldevmphardy@hotmail.fr</p>	Sandra POTTIER	sdsandrapottier@yahoo.fr	<p>Permanence individuelle d'accès au droit des étrangers et d'accompagnement à l'intégration Actions collectives d'accompagnement à l'intégration en faveur des personnes étrangères Actions de formation en droit des étrangers en faveur des partenaires Action de développement du partenariat local Population maghrébine Soissons et son agglomération CUCS Département de l'Aisne (Soissons et communes alentour)</p>	FEI
	SOMME - 80	<p>Amiens Métropole</p> <p>Muriel Lamarche DHEILLY Muriel Lamarche-Dheilly, Coordinatrice des Services Publics de Quartier Place de l'Hôtel de ville BP 2720 80027 AMIENS Cedex 1 Tél. : 03.22.97.12.27 – 03.22.97.11.07 m.lamarche-dheilly@amiens-metropole.com</p>	Pauline KALLA	<p>03.22.97.15.46 06.62.07.22.50 p.kalla@amiens-metropole.com</p>	<p>Aide et assistance juridique au Service public de quartier Actions en faveur des femmes</p> <p>Communauté d'agglomération d'Amiens : Quartier Nord, Etouvie, Quartier Sud-Est</p>	BOP 104

POITOU-CHARENTES	CHARENTE-MARITIME - 17	Les filles du soleil Karine GARGADENNEC Présidente 22 rue Villeneuve 17000 La Rochelle 05 46 50 69 97	Soraya AMMOUCHE (Remplacement prochain)	22 rue Villeneuve 17000 La Rochelle 05 46 50 69 97	Insertion professionnelle des femmes immigrées Accès aux droits Accompagnement à la création d'activités professionnelles Communes de La Rochelle, Saintes, Rochefort et Royan	BOP 104
-------------------------	------------------------	--	--	--	---	---------

PACA	ALPES-MARITIMES - 06	Media-Lien, passeurs de lien social Salem TOUMI Karim BODA c/o Kamel MESBAH 10 rue Louis Braille 06 400 Cannes 06 24 43 88 35 medialien06@hotmail.fr boudakarim@aol.com	Belkacem BOUGROUNE	Media-Lien, passeurs de lien social c/o Kamel MESBAH 10 rue Louis Braille 06 400 Cannes 06 21 60 34 76 bentouhami2000@yahoo.fr	Personnes âgées Femmes primo-arrivantes Accès aux droits Quartiers CUCS de Cannes	FEI
	BOUCHE DU RHÔNE - 13	AMPIL Abdelkader ATIA 14 rue de Dominicaines 13001 Marseille 04 96 17 63 40 ampil.empa@orange.fr	Sabah BEKEIRA	AMPIL 14 rue de Dominicaines 13001 Marseille 04 96 17 63 40 06 46 80 77 20 ampi.empa@orange.fr	Personnes âgées migrantes et migrants Marseille centre et quartiers CUCS	FEI
	VAR - 83	FTDA	en cours			

RHONE-ALPES	AIN - 01	CREFE Fabrice MATTEUCCI Directeur 113, rue du 1er mars 69 100 Villeurbanne f.matteucci.crefe@free.fr	Devlet CÖMERT (congé parental)	CREFE 113 rue du 1er mars 69 100 Villeurbanne 06 86 42 02 35	Accompagnement dans la formation linguistique et dans la diversité à l'école Histoire de l'immigration Accompagnement de la communauté turque Communes de Bourg-en-Bresse, Trévoux et Villereversure	BOP 104
	ISERE - 38	ADATE Jean Luc ABITBOL 5, place Sainte Claire 38 000 Grenoble 04 76 44 46 52 adate@adate.org	Hossin HAMANI	ADATE 5, rue Buffon Bat. Les Accacias 38 300 Bourgoin Jailleu 04 74 28 12 49 06 30 49 47 51 Hocine.hamani@adate.org nord.isere@adate.org	Femmes et parentalité Accès aux droits, médiation éducative, soutien à la vie associative, animation de groupe, travail sur le vieillissement des étrangers Territoire de l'Agglomération de Pont de Chérury, du Pays Viennois, du Nord Isère et du Pays Roussillonnais, Communes de Voiron et de Pont de Claix	FEI
	LOIRE - 42	CREFE Fabrice MATTEUCCI Directeur 113 rue du 1er mars - 69 100 Villeurbanne f.matteucci.crefe@free.fr	Zafer SAKIZCI	CREFE 113, rue du 1er mars 69 100 Villeurbanne 06 86 42 02 43 sakizci.zafer.crefe@free.fr	Education et parentalité Familles turques Accompagnement dans l'apprentissage linguistique Communes de Saint-Chamond, Balbigny et Roanne	BOP 104
	RHONE - 69	CREFE Fabrice MATTEUCCI Directeur 113 rue du 1er mars - 69 100 Villeurbanne f.matteucci.crefe@free.fr	Mehmet ERTUGRUL	CREFE 113, rue du 1er mars 69 100 Villeurbanne 06 86 42 02 34 m.ertugrul.crefe@free.fr	Accompagnement des familles étrangères et notamment turques dans leurs relations avec l'école et avec les autres institutions. Communes de Bron, Villeurbanne, Grigny et Givors.	BOP 104

GUYANNE	GUYANE - 973	Cercle de formation et d'Action en Economie Sociale (CFAES) L'Arbre fromager Laurence LEMUS 75 rue François Niéger- 972200 Trinité 05 96 58 58 33 cfaes@wanadoo.fr	Mathilde BACHELET	Association L'Arbre fromager 6 rue du capitaine Bernard 97300 CAYENNE 05 94 38 05 05 06 94 38 64 45 arbrefromager@yahoo.fr	Mères étrangères d'enfants français, victimes de violence Territoire de la Guyane.	FEI
----------------	--------------	--	-------------------	---	---	-----

Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire
Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté
101, rue de Grenelle
75323 PARIS CEDEX 07
Tél. : 01 77 72 61 00
www.immigration.gouv.fr